Ville, pouvoirs et révolution : Interroger l'urbain tunisois

La révolution analysée à travers le prisme urbain, pourquoi et comment ?

L'idée de mon mémoire est née pendant un voyage au Caire en août 2011, la révolution du 25 janvier de la même année semblait avoir fortement marqué l'espace urbain cairote. Des discussions avec de jeunes révolutionnaires m'ont donné envie d'analyser la révolution égyptienne, une révolution avant tout urbaine, par le prisme de la morphologie urbaine. Quels territoires étaient acteurs ou témoins de la révolution, où avaient eu lieu les rapports de forces entre la population et le gouvernement et pourquoi là, telles étaient les questions que je me suis posées.

J'ai étayé mon raisonnement avec l'ouvrage de Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, dans lequel il développe son triptyque espace conçu/espace vécu/espace perçu. Si le décalage entre l'espace perçu et vécu et l'espace conçu est trop fort il y a un risque de rupture entre le pouvoir en place qui conçoit l'espace et la population qui le vit. J'ai également été marqué par ses propos sur la révolution : « Une révolution qui ne produit pas un espace nouveau ne va pas jusqu'au bout d'elle-même ; elle échoue […] ». Je voulais alors étudier la révolution à travers l'urbain au sens large, en tant que décor mais aussi acteur de celle-ci.

Cependant les évènements de novembre 2011 au Caire, heurts entre l'armée et la communauté copte qui ont fait de nombreuses victimes, m'ont fait annuler mon voyage que je jugeais trop dangereux. J'ai alors reporté mon choix de terrain sur la ville de Tunis, capitale de la Tunisie, pays déclencheur de la vague de contestation du début de l'année 2011. Cependant, une fois sur le terrain, j'ai constaté que la réalité de la révolution était tout autre. Si en Egypte la révolution est avant tout une révolution urbaine qui part du Caire et se propage vers le reste du pays, le cas de la Tunisie suit une logique inverse. La révolution tunisienne s'est déclenchée dans le centre du pays pour remonter à la capitale. Il a alors fallu revisiter mon thème de recherche selon mes lectures, mon expérience sur le terrain et mes premiers résultats de recherche. Bien que la révolution soit arrivée tard sur le territoire de la

capitale et y ait duré relativement peu de temps, mon sujet appliqué au terrain du Grand Tunis[1] restait pertinent.

Je suis donc parti sur le terrain dans l'objectif de faire une lecture urbaine de la révolution tunisienne en janvier 2011. Tunis est une métropole à la tête de l'organisation macrocéphalique du territoire tunisien. Tunis est le reflet de la diversité du territoire tunisien mais c'est aussi un territoire intégré dans la mondialisation qui concentre le pouvoir politique et économique. De plus Tunis était la tête du régime autoritaire hypercentralisé de Ben Ali et si comme le dit Pierre Signoles : « la fonction majeure de la ville n'est-elle pas après tout que d'assurer le contrôle de l'espace national ? » l'étude de la révolution sur le terrain de Tunis garde tout son sens.

Une ville ne se définit pas seulement par l'importance de son peuplement ou la continuité de son habitat aggloméré. C'est une accumulation de formes urbaines variées héritées de la « conception de la ville et de la vie en commun à une époque donnée. […] Chaque grande idéologie a produit une forme urbaine originale »[2]. Ces formes que l'on retrouve dans l'habitat, les activités économiques, culturelles et de loisirs sont le témoignage de l'histoire politique, économique et sociale à l'échelle de la ville. Les formes se superposent, s'entrecroisent ou s'opposent pour finalement dessiner la « morphologie urbaine » de la ville ainsi que sa structure et son organisation spatiale ; et cela à différentes échelles. Les formes urbaines sont le produit de l'organisation des hommes dans la ville. La ville est donc façonnée par l'histoire et par des courants économiques, politiques ou culturels. L'espace urbain est un produit qui possède des propriétés : la centralité, la polarisation, la concentration, la territorialité, la différenciation, la ségrégation ou encore la diffusion spatiale.

Plus largement, je définirais les formes spatiales comme l'expression dans l'espace d'un phénomène, d'un courant de pensée, d'un modèle économique… Cette expression spatiale se traduit dans la morphologie urbaine, la structuration urbaine mais aussi par des comportements spatiaux (occupation de l'espace public, comportements différenciés selon la typologie du territoire pratiqué…).

[1] Le Grand Tunis comprend les délégations du gouvernorat de Tunis, de Ben Arous, de la Manouba et de l'Ariana.
[2] Analyse de la morphologie urbaine. Agence d'études d'urbanisme de Caen-métropole (AUCAME), mai 2008.

C'est dans cette perspective que mon travail s'efforcera d'identifier les formes spatiales de la dictature, du capitalisme et de la révolution. Etant donné que ces formes se superposent, s'opposent ou s'imbriquent, elles seront analysées non pas séparément mais comme un ensemble cohérent formant un géo-système.

J'ai d'abord cherché à inventorier et localiser les actes révolutionnaires (manifestations, émeutes…) afin de faire une typologie des différents espaces de la révolution. J'ai alors pu apporter des éléments de réponses à ces questions : la révolution tunisienne sur le territoire tunisois, où, de quelle manière, et pourquoi là ? J'ai pu aussi identifier et étudier les formes spatiales que la dictature de Ben Ali revêtait à Tunis.

Mon raisonnement a évolué pendant mon mémoire. A l'échelle nationale on observe en Tunisie une très inégale répartition des richesses, des IDE et des investissements en général et cela depuis la colonisation. Cela a pour conséquence de diviser la Tunisie en deux, d'un côté un territoire littoral dynamique et inséré dans la globalisation qui regroupe les grandes villes, la population et la richesse. De l'autre côté un territoire délaissé, à très fort taux de chômage et de pauvreté. La révolution tunisienne a débuté à Sidi Bouzid, une ville de l'« intérieur » tunisien en opposition à un « littoral tunisien », les marges opposées aux centres. La révolution est partie de la marge pour atteindre son apogée devant le Ministère de l'Intérieur, l'hypercentre tunisois. Une fois conscient de ce phénomène, j'ai voulu savoir si ce même schéma s'était répété à l'échelle de la ville de Tunis. Les premières bribes de réponses récoltées sur le terrain et quelques lectures sur la géographie marxiste[2] et relectures sur la mondialisation[3] m'ont orienté vers une autre dimension : derrière les formes spatiales de la dictature se cachent celles du capitalisme mondialisé (lieux d'accumulation du capital et des rentes).

J'ai alors orienté mes lectures vers la géographie postmoderne qui a pour objectif d'édifier une géographie humaine critique centrée sur les « luttes émancipatrices de tous ceux qui sont marginalisés ou opprimés par la géographie du capitalisme » (Soja, 1989). La géographie postmoderne dit alors que nous « serions en train de vivre une transition majeure dans la trajectoire historique de l'économie globale et de l'évolution géopolitique » (B.Ellisalde). La géographie postmoderne se penche sur la restructuration socio-spatiale liée au capitalisme qui « ne serait pas uniquement un processus historique mais aussi géographique » (B.Ellisalde).

La spécificité de la géographie postmoderne réside également dans le fait qu'elle cherche au-delà du discours des experts et cherche à « faire entendre la voix de tous ceux qui ne se situent pas dans une quelconque position de pouvoir ou de dominance » (B.Ellisalde). Je m'inscris dans cette dimension car mon travail est aussi basé sur des entretiens avec des Tunisiens ayant participé à la révolution et n'ayant pas de pouvoir autre que celui d'appartenir au peuple tunisien qui a renversé Ben Ali en janvier 2011. Mon travail est également nourri de commentaires et de statuts Facebook, de slogans, de discussions informelles… Ce ne sont pas des sources officielles basées sur des travaux de recherches mais ce sont des mots qui ont un sens juste par le fait qu'ils existent et soient écrits, publiés, exprimés ou inscrits sur les murs.

Mon mémoire s'inscrit également dans le courant des *postcolonial studies* dans la mesure où je remets en cause les sources occidentales du savoir. En effet pendant ces deux mois et demi de terrain, j'ai pu me rendre compte du décalage entre le discours venant de la France sur la situation en Tunisie et la réalité vécue là-bas. Il faut également rappeler que nombre d'« intellectuels » français apportait leur soutien à Ben Ali. Le discours dominant qui considère la Tunisie comme un bon élève du développement, on a même parlé de « miracle tunisien »[1], et l'image de paradis vantée sur les affiches publicitaires dans le métro parisien m'ont semblé bien loin de la réalité de mon terrain. J'ai donc privilégié les sources tunisiennes plutôt que françaises dans mon mémoire.

La géographie postmoderne ne cherche pas à créer des lois où à établir une vérité immuable et qui ne pourrait être remise en cause. Comme le dit R. Martins, « pour les postmodernistes il n'y a pas une seule et absolue vérité, mais de multiples vérités et récits ». Mon travail ne cherchera donc pas à établir un mode d'emploi de la révolution ou à prouver l'existence d'un processus spatial menant à la révolution mais cherchera à mettre en évidence et à comprendre les expressions spatiales de celle-ci.

Il existe au sein de la géographie postmoderne différents courants, dans ce travail je m'orienterai tout particulièrement vers la « *Radical Geography* ». En effet la « géographie radicale est une géographie sociale critique »[2]. Elle est sociale car elle considère la société dans son rapport à l'espace et ne voit pas l'espace et la société comme deux entités

[1] Dans le discours de Jacques Chirac en 1995 lors d'une visite d'Etat en Tunisie.
[2] Encyclopédie Universalis

autonomes. Elle est critique car son positionnement politique est d'inspiration marxiste et remet en cause le courant dominant libéral qui s'appuie sur des théories rationnelles et positivistes qui « sont plus attachées à rendre scientifiquement compte de la relation de l'homme à l'espace qu'à formuler des principes l'aidant à se libérer des situations de domination. »[1] Mon mémoire s'inspire de la géographie postmoderne, de la géographie radicale et marxiste, il embrasse donc une doctrine. J'ai fait ce choix après mon travail préparatoire sur la révolution tunisienne qui m'a amené à poser l'hypothèse suivante : la révolution tunisienne est une révolution sociale qui a éclaté car la pression sur les populations les plus pauvres était devenue intolérable pour celles-ci.

On a parlé de révolution de « Jasmin », de « révolution Facebook ». Je n'utiliserai pas ces termes vus dans la presse, dans le langage des politiques et même dans certains travaux de chercheurs. La révolution de Jasmin était le nom donné au coup d'Etat de Ben Ali en 1987 par les Américains et cette appellation est "représentative d'un certain exotisme [qui] conviendrait davantage à une affiche publicitaire pour les agences de voyage […]. Mais elle ne peut définir le pays profond où les premiers affrontements entre le peuple et la police de Ben Ali ont donné lieu à des massacres (Kasserine, Thala, Sidi Bouzid). Ce pays-là est le pays des figues de barbarie, de la halfa. On parle déjà de 215 morts et de 500 blessés ! La région où la Révolution a éclaté à cause de la misère et de l'humiliation, ne connait pas le jasmin ! C'est le pays profond, aride, où tout espoir est perdu… »[2].

De plus je ne qualifierai pas non plus la révolution tunisienne de révolution Facebook. Selon les chiffres de l'institut national de la statistique tunisienne en 2005, le pourcentage moyen de ménages dont au moins un membre utilise internet était de 7.9%. A Sidi Bouzid, ville à l'origine de la révolution, ce pourcentage est de 2.9% alors qu'à Tunis, la dernière ville touchée par la vague révolutionnaire, on atteint un pourcentage de 14.5%. Depuis 2005 l'accès a surement fortement augmenté et la légende urbaine voudrait qu'il y ait plus de compte Facebook en Tunisie que de Tunisien néanmoins la révolution a été déclenchée par les populations qui avaient le moins accès à Internet.

J'utiliserai alors le terme de « révolution tunisienne » ou de « révolution sociale » ou encore de « révolution » tout court. La révolution tunisienne est, selon moi, un mouvement

---

[1] Encyclopédie Universalis
[2] Ghalia Malki, 31 janvier 2011, 13h20, « Jasmins, dites-vous ? », in Facebook. Extrait de Microformes et révolution : faire et écrire l'Histoire autrement, Maatallah Ah Gleya.

de contestation sociale consécutif à la crise du système économique libéral de 2008 qui a plongé une grande partie de la population tunisienne encore plus profondément dans la précarité et le chômage.

La définition du mot révolution est floue et semble variable en fonction des espaces où elle a lieu, on parle de révolution française, de révolution des œillets, de révolution castriste… Nous essaierons donc à travers ce mémoire de définir les contours de la révolution tunisienne. Il faut préciser que mon travail couvre la période révolutionnaire qui, selon moi, va du 17 décembre 2010 au 20 janvier 2011 ainsi que la période post révolutionnaire qui court jusqu'à aujourd'hui car les revendications politiques dans l'espace urbain tunisois ne se sont pas arrêtées avec la fuite du dictateur, au contraire elles ont réellement commencés à partir de là.

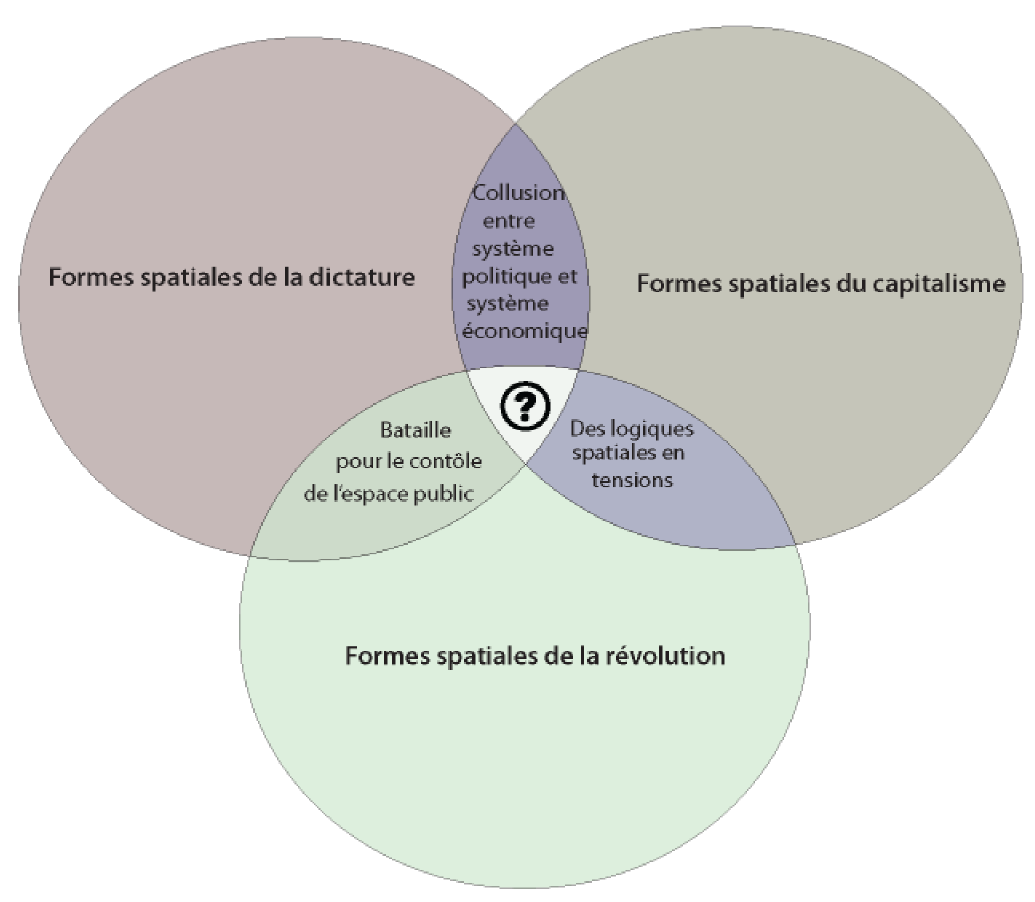
Les comportements spatiaux (défilé, sit-in, émeutes…) durant la révolution sont d'abord dirigés contre les formes de l'autocratie « pure » (« géo-symboles»[1] du pouvoir). Après une analyse plus fine des espaces témoins des actes spatiaux de la révolution, les formes spatiales du pouvoir semblent se superposer avec celles du capitalisme libéral mondial.

Je voudrais donc travailler sur les formes spatiales de la révolution, de la dictature et du capitalisme. Après les avoir définies et localisées, je chercherai à savoir si ces formes se superposent et si je peux dégager des liens qui me permettront de répondre ou d'apporter des pistes à la problématique suivante :

A travers le prisme de la morphologie urbaine de Tunis, en quoi la révolution tunisienne de janvier 2011 serait-elle une révolution sociale et populaire, qui en prenant pour cible Ben Ali visait en fait le système capitaliste libéral mondial ?

Nous verrons alors dans une première partie la superposition des formes spatiales de la révolution avec celle de la dictature dans l'espace public tunisois. Dans la seconde partie nous soulèverons la question de la collusion entre le système autoritaire et le système économique dans l'espace. Nous pourrons alors, dans la dernière partie, nous interroger sur l'existence d'un lien entre l'expression spatiale de la révolution et la logique spatiale capitaliste.

[1]"Voyage autour du territoire", Joël Bonnemaison, 1981, *L'Espace géographique*, n°4.



? A travers le prisme de la morphologie urbaine de Tunis, en quoi la révolution tunisienne de janvier 2011 serait-elle une révolution sociale et populaire, qui en prenant pour cible Ben Ali visait en fait le système capitaliste libéral mondial ?

Figure 1 : Schématisation de la problématique.

La démarche de mon mémoire est de déterminer s'il y a des liens entre ces formes spatiales et d'identifier des processus spatiaux. L'idée n'est pas de créer des règles ou de dégager des lois spatiales mais de comprendre la révolution à travers une lecture urbaine.

Ma méthodologie s'appuiera sur des données qualitatives avec des entretiens, des observations, des discussions informelles afin de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas comme le voudrait la géographie postmoderne. Et sur des données quantitatives à travers des cartographies élaborées par traitement géostatistique, en utilisant des bases d'analyse spatiale.

Concernant les entretiens, quatre ont été réalisés avec les professionnels de l'urbanisme que sont Henda Gafsi présidente de l'Association Tunisienne des Urbanistes,

Yassin Turki et Olfa Benmedien tous deux enseignants à L'ISTEUB[1], et Amin Bellhaousaief, urbaniste, afin de discuter de l'aménagement de l'espace public et de l'espace urbain en général. Ainsi, bien que cette profession soit relativement récente dans le paysage tunisien, j'ai pensé que ces personnes étaient les plus qualifiées pour discuter des éventuelles transformations de la morphologie urbaine de Tunis suite au 14 janvier 2011. Dans ces entretiens avec des urbanistes professionnels, j'ai orienté la grille d'entretien vers les acteurs de l'urbanisme tunisois et sur les politiques urbaines à l'œuvre sous Ben Ali afin d'identifier l'espace voulu et conçu par le régime de Ben Ali

J'ai également rencontré et interrogé de jeunes Tunisiens (des étudiants post-bac) car la révolution a été massivement l'œuvre de la population jeune, je voulais récolter leurs témoignages sur la révolution à Tunis. J'ai ainsi pu me faire une idée des différents comportements spatiaux mais aussi récolter des informations sur les espaces acteurs de la révolution. Ce sont ces entretiens qui nourriront la plupart des propos de ce travail.

J'ai élaboré ma grille d'entretien avec les hypothèses et les interrogations suivantes :

Je voulais mesurer la distension entre l'espace conçu par le pouvoir et l'espace perçu et vécu par la population. Je voulais aussi savoir si depuis la révolution on assistait à une « démocratisation » de l'espace public à la fois en termes de fréquentation (mixité sociale) mais aussi en termes de fonction (espace public support de la démocratie). Je cherchais à savoir quels étaient les territoires acteurs et/ou témoins de la révolution, et quels étaient les articulations entre ces différents espaces. Je me demandais également si Facebook avait servi de « remède » à la fracture régionale en Tunisie. Enfin je souhaitais savoir quels étaient les espaces de libertés avant et après la révolution et quelles dynamiques spatiales étaient à l'œuvre.

Tout d'abord, j'ai demandé aux personnes interrogées de se présenter, leur nom leur lieu d'habitation et d'origine et leur activité. Cela m'a permis d'évaluer leur niveau social mais aussi de voir les différentes origines à travers la Tunisie. Il existe peu de Tunisois, nés à Tunis, la plupart des personnes interrogées ont leur famille, où sont nées, dans une autre ville. Cela à son importance dans le relais de l'information et dans la diffusion de la contestation partie des villes de l'intérieur tunisien.

[1] Institut Supérieure des Technologies de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Bâtiment

Ma grille d'entretien cherche à déterminer les lieux acteurs et témoins de la révolution, mais aussi les comportements spatiaux pendant les évènements des personnes interrogées. L'objectif était que ces personnes me racontent leur expérience de la révolution mais en insistant sur la localisation des évènements et des lieux qu'elles avaient fréquentées pendant et après la révolution. J'ai aussi cherché à inventorié les différents lieux de la révolution, les espaces de la préparation (revendications, atelier de banderoles,…) et les espaces de contestations.

J'ai aussi cherché à savoir si les lieux de loisirs et de vie en général avaient changé avec la révolution. Est-ce que de nouvelles mobilités et de nouvelles pratiques urbaines étaient apparues ?

Je me suis servi de ces entretiens pour récolter des données sur la mise en scène du pouvoir sous Ben Ali, quels éléments du décor urbain avaient marqué leur quotidien pendant 23 ans ? Quels éléments avaient disparu, ou étaient apparus ?

J'ai aussi abordé la question des réseaux sociaux, je voulais mesurer l'impact qu'ils avaient eus. Les médias français et internationaux parlent de « révolution Facebook » mais je voulais savoir ce qu'il en était vraiment et quel impact spatial Facebook avait pu avoir pendant la révolution. Enfin pendant mes entretiens, je demandais quels étaient les « géo symboles » de la ville de Tunis et ceux de la Révolution à Tunis. Je voulais savoir si ces « géo symboles » se superposaient ou à l'inverse quelles divergences pouvaient apparaître.

J'aurais voulu faire des entretiens avec la police, pour savoir quelles stratégies spatiales celle-ci avait adoptées. Quels lieux avait-elle prioritairement protégés, quelles étaient les stratégies anti-émeutes et anti-rassemblement. Cependant la situation avec la police étant toujours ambigües en Tunisie, je n'ai pas osé mener des entretiens avec des policiers. Ce sont toujours les mêmes policiers depuis la révolution et de nombreuses affaires de bavures policières et de passages à tabac de militants ont éclaté pendant mon terrain. Je n'ai donc pas osé interroger des policiers, comme une grande partie de la population tunisienne, je n'avais pas confiance en eux.

Lors de mes entretiens, je demandais de nommer les lieux et les bâtiments qui symbolisaient le plus Tunis, puis les espaces qui symbolisaient le plus la révolution. La résurgence de l'avenue Habib Bourguiba à la fois dans les représentations de la ville de Tunis

mais aussi comme décor majeur de la Révolution m'a amené à m'intéresser à cette avenue tout particulièrement.

Dans la compétition mondiale entre toutes les métropoles, chacune d'elle essaye de se créer une image, une identité[1]. Il était intéressant de voir que l'espace « vitrine » de Tunis l'avenue Habib Bourguiba, que l'on peut comparer aux « Champs-Elysées » français, était le haut lieu de la révolution. J'ai donc concentré mes recherches sur l'avenue symbole de Tunis et de la Tunisie. L'endroit concentre les caractéristiques de la métropole mondialisée (sièges de banques, sièges sociaux de firmes transnationales (FTN), hôtels touristiques, ambassades, cafés, galeries commerciales…), les symboles du pouvoir (la « place 7 novembre », le ministère de l'intérieur…) et le symbole de la révolution à lui seul.

J'ai répertorié les commerces et les bâtiments de l'avenue afin de faire une typologie des espaces bordant l'avenue Habib Bourguiba. L'objectif est de faire une cartographie de l'activité économique sur l'avenue Bourguiba afin d'en dresser une sorte de profil socio-économique et politique. J'ai également conçu une infographie sur la morphologie urbaine de l'avenue, qui concentre la majorité des bâtiments les plus hauts de Tunis. En les identifiant et en les localisant, je compte pouvoir déterminer quelles forces dominantes façonnent la ville de Tunis au gré des opérations d'aménagements et d'urbanisation.

J'ai aussi récupéré des planches de trois élèves d'urbanisme de 4eme année à L'ISTEUB de Tunis dans le cadre d'un concours d'aménagement en l'honneur de la révolution. Ces projets sont tous localisés sur l'avenue Bourguiba et me seront utiles dans mes recherches sur les représentations de cette avenue.

J'ai également récupéré et traité des données statistiques de recensement sur les gouvernorats (départements) et délégations (arrondissements) du Grand Tunis afin de croiser une cartographie des actes révolutionnaires avec une cartographie socio-économique.

Le mémoire se nourrira également de discussions moins formelles avec le porte-parole d'ATTAC-RAID Tunisie et enseignant à la faculté de géographie de Tunis, de chômeurs, d'artistes, de militants et d'étudiants. Mais aussi de lectures diverses à l'IRMC (l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain). Je m'appuierai également sur des conférences

[1] Géographie de la domination, Harvey

(*« Space, social justice and the right to the city »,* David Harvey, **«** *Les enjeux socio-économiques des révolutions arabes* **»**, Samir Aita et *« Le rôle des réseaux sociaux dans les révolutions arabes* **»,** Yves Gonzalez) et des manifestations culturelles auxquelles j'ai pu assister sur mon terrain : pièce de théâtre sur la violence policière et la torture organisée par l'ACAT, exposition photographique sur la révolution à la maison de la culture Ibn Khaldoun, courts métrages lors du festival de courts métrage à Tunis en février 2012.

Mon analyse et ma compréhension de la révolution tunisienne se fondent également sur mon immersion sur le terrain, cette connaissance n'est pas quantifiable et n'a d'autres sources que mon expérience sur le terrain. Cette citation de W. Whyte, le sociologue urbain américain, résume bien cet état : « L'évolution réelle des idées lors d'une recherche ne correspond pas aux propositions formelles que nous pouvons trouver dans les manuels de méthodologie. Les idées se développent en partie grâce à notre immersion dans la masse des données et dans le flux global de l'expérience vécue. Comme une bonne partie du processus d'analyse fonctionne à un niveau inconscient, je suis persuadé qu'on ne peut pas en donner une relation complète » (Whyte, 1996, 326).

On rencontre les limites du mémoire dans la difficulté à récupérer des données statistiques socio-économiques fiables comme les taux réels de chômage, les implantations d'IDE sur le territoire tunisien, le revenu moyen par délégation… Je voulais également travailler sur les marques urbaines de la révolution, cependant un an après les faits, les graffitis, les affiches, les traces visibles de celle-ci était déjà effacées (murs repeints, bâtiments brulés ou pillés rénovés…) je me suis donc servi de témoignages, de photos et de vidéos pour récolter ces données. De plus mon mémoire se base de façon importante sur des entretiens avec tout ce que cela comporte comme biais : vision subjective, rapport enquêteur-enquêté qui peut fausser la récolte d'information… Je n'ai pas non plus réussi à mener d'entretiens formels avec des jeunes des quartiers les plus pauvres, mais je me servirai tout de même de discussions informelles avec ces jeunes pour nourrir mon propos.

Quant à mon expérience sur le terrain elle s'est bien passée, bien que mon statut de jeune Français de couleur blanche m'ait aux yeux des Tunisiens catégorisé comme touriste. Etant donné le manque à gagner pour les Tunisiens travaillant dans le tourisme (la période d'instabilité postrévolutionnaire ayant fait fuir les touristes) j'ai été à de trop nombreuses

reprises sollicité pour acheter des souvenirs ou autres productions artisanales. J'avais alors du mal à aborder mes thématiques de recherches. On parlait avec moi afin de me vendre quelque chose ou afin de me soutirer quelques dinars ce qui n'a pas facilité mon travail de recherche. Cependant, j'ai pu rapidement outrepasser ce statut de touriste, en parlant quelques mots de Tunisien et en rencontrant des Tunisiens avec qui je me suis lié d'amitié. Une fois cette période d'adaptation et de prise de repères passée, j'ai pu effectuer mes recherches dans de très bonnes conditions, les Tunisiens que j'ai rencontré étaient pour la plupart très enthousiastes lorsqu'il s'agissait de parler de leur révolution.

Le rapport entre enquêteur et enquêté est spécifique, « c'est une relation sociale particulière entre l'enquêteur et l'enquêté. Le chercheur est inconnu à la vie de l'enquêté. L'enquêté lui confie des moments de sa vie, des confidences : le chercheur est dans une position idéale d'objectivation. La position d'étrangeté représente une posture objective. »[1]. C'est pourquoi chaque personne interrogée me parlait de la révolution à travers l'idée qu'elle s'en faisait. Les laïcs insistaient sur le fait que les religieux n'avaient pas joué de rôle pendant la révolution, les gens de gauche insistaient sur leur présence et leur activisme pendant la révolution mais n'abordaient pas leur défaite sur le terrain des urnes…

D'autre part, « cette relation est aussi un rapport social où le pouvoir est central : relation dominant-dominé ; dominé-dominant »[2], c'est pourquoi de nombreux individus voulaient me prouver qu'ils n'étaient pas « arriérés », qu'ils étaient modernes. Dans leur volonté de mettre à bas de nombreux préjugés, j'ai senti qu'ils souffraient de l'image orientaliste que les occidentaux leur attribuent. On m'a raconté l'histoire de touristes anglais qui venaient pour la première fois en Tunisie et qui étaient très étonnés de voir que les Tunisiens ne vivaient pas tous dans des tentes et ne se déplaçaient pas en chameaux... La disponibilité des personnes rencontrées et leur entrain m'ont permis d'avancer rapidement et ces personnes m'ont toujours réorienté vers d'autres contacts, facilitant ainsi mon travail.

Je veux ici les remercier et leur apporter tout le soutien nécessaire dans cette période encore instable que traverse la Tunisie.

---

[1] Nicolas Lefèvre, Méthodes et techniques d'enquête.
[2] *Ibid.*

FORMES SPATIALES DE LA REVOLUTION ET FORMES SPATIALES DE LA DICTATURE :

LA BATAILLE POUR LE CONTRÔLE DE L'ESPACE PUBLIC

[1]



L'espace public recoupe deux dimensions et « désigne un espace à la fois métaphorique et matériel. Comme espace métaphorique, l'espace public est synonyme de sphère publique ou du débat public. Comme espace matériel, les espaces publics correspondent tantôt à des espaces de rencontre et d'interactions sociales, tantôt à des espaces géographiques ouverts au public, tantôt à une catégorie d'action. »[2]

La notion d'espace public, même si l'on en retrouve la trace dans l'agora grecque ou le forum romain, est une idée relativement récente « liée à la notion de démocratie qui émerge au début du XIXème siècle »[3]. Pendant longtemps l'espace public était considéré comme un espace résiduel, « ce qui reste entre les édifices. ». Aujourd'hui il peut être considéré comme le « lieu de l'urbanité par excellence, il structure la forme urbaine et en porte les usages »[2]. L'espace public sert aussi de repère d'attraction ou de répulsion à l'image de marque d'une ville. Il est le décor des spécificités spatiales, sociales, économiques et culturelles de la ville.

[1] Photographie prise en janvier 2012 sur laquelle nous pouvons voir le nouveau panneau renommant la place 7 novembre en place du 14 janvier.
[2] Définition Hypergéo.eu
[3]Nathalie Candon, La composition urbaine, 1996

Les comportements spatiaux dans ces espaces publics diffèrent selon le système politique, les normes sociales et le système économique. En Tunisie avant la révolution, l'espace public était surveillé et contrôlé par la dictature, il n'était qu'un lieu de passage. Ben Ali ayant déclaré la chasse aux islamistes, l'alibi de sa violente dictature étant la menace du terrorisme, les femmes voilées et les hommes barbus portant la « juba » n'étaient pas admis dans l'espace public. Aujourd'hui sa pratique reste fortement dominée par la présence masculine, mais il évolue vers un espace plus mixte et plus démocratique

Cependant toujours selon Nathalie Candon et « comme le constate Christian Devillers: « il n'existe pas de pensée de l'espace public, il est hors la loi ». Il a cessé d'être projeté; le déplacement, (au sens de la circulation piétonne et automobile), est devenu sa fonction dominante. Dans mon raisonnement, la priorité donnée aux déplacements et au flux dans l'espace public vient du système néo-libéral qui tend à maximiser les flux et la circulation de biens matériels et immatériels. Cela se traduit par un espace public dépourvu d'espace d'appropriation (places, bancs, espaces verts accessibles à l'usager…) mais équipé, au contraire, de mobilier urbain favorisant la mobilité. C'est l'exemple des « demi-bancs » sur le réseau ferré français, conçu pour être à moitié debout et à moitié assis afin de rester plus mobile et dans une situation d'inconfort qui rend inapte l'usager à une pratique longue dans la durée de l'espace public. Cette volonté d'exclure l'immobilisme de l'espace public s'inscrit dans la perspective d'un espace public dépolitisant et poussant à la consommation via la surreprésentation de la publicité dans cet espace.

Ces espaces « agissent comme des liants du territoire, comme des déclencheurs d'initiatives privées et publiques, comme des générateurs d'identité et des facilitateurs d'appropriation. »[1]. C'est, théoriquement, l'espace de tous et l'espace de chacun à la fois. La notion d'espace public en termes d'« espace sociale dédié à la communauté » est une nouveauté en Tunisie. Selon Nathalie Candon, l'espace public « met en scène sobrement l'identité historique, culturelle ou paysagère » mais en Tunisie la sobriété n'était pas de mise et l'espace public était l'espace de mise en scène du pouvoir politique, de la période coloniale à la dictature de Ben Ali. Dans ce chapitre nous verrons en quoi l'espace public

[1] Pauline Malet, Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ?

était contrôlé et mis en scène par le pouvoir et en quoi la révolution est passée par la réappropriation de cet espace.

Chapitre 1 : Mécanismes de contrôle de l’espace public par le régime Ben Ali



Figure 2: Triptyque sur l’inscription paysagère du pouvoir

A gauche, Au premier plan l’horloge “Big Ben Ali” sur l’ex-place 7 novembre, qui a remplacé la statue de Bourguiba lors de la prise de pouvoir par Ben Ali en 1987. Au second plan à gauche le sinistre bâtiment du Ministère de L’Intérieur. Au centre, au premier plan l’office du Tourisme, et au second plan le deuxième plus grand bâtiment de Tunis, le siège du RCD le parti de Ben Ali. Après la révolution on a entendu, à propos de ce bâtiment : « voilà ou passe l’argent du Tunisien »[1]. A droite, Sur la façade d’une assurance, quelques jours après la chute du dictateur, l’imposant portrait de Ben Ali sur fond mauve.

[1] Extrait de l’entretien avec Olfa Ben Medien le 23 février 2012.

La mise en scène du pouvoir dans la ville

L'analyse de la toponymie de l'espace urbain de Tunis nous permet de retracer l'histoire politique de la ville. L'époque du protectorat français en Tunisie tente de marquer l'espace, une statue de Jules Ferry, le défenseur de la colonisation, est installée sur l'avenue de la marine en 1900. L'avenue est pour l'occasion renommée avenue Jules Ferry. Les noms d'homme d'état français, de provinces françaises fleurissent sur les plaques nominatives des rues de Tunis. En 1960 la Tunisie devient indépendante, le héros de l'indépendance Habib Bourguiba est mis à l'honneur dans la ville. L'avenue Jules Ferry est rebaptisée avenue Habib Bourguiba, sa statue remplace celle de Jules Ferry. L'Etat Tunisien indépendant se réapproprie l'espace. « L'avenue Gambetta devient avenue Mohammed V, l'avenue Sadok Bey devient Moncef Bey, l'avenue Garros : Hedi Chaker, l'avenue Marcelin Bertholo : Chadli Talala, la rue Courbet : avenue de Palestine, la rue de la Marne : rue Cyrus le Grand et enfin l'avenue de Rostand : avenue Habib Thameur. »[1].

Le 7 novembre 1987, Ben Ali prend le pouvoir au détriment d'Habib Bourguiba. La place de l'Afrique où trône la statue équestre de Habib Bourguiba est renommée place du 7 novembre, la statue est transféré à la Goulette et remplacé par l'horloge de Ben Ali. « La symbolique imposée par le régime du 7 novembre puis son inspiration du chiffre 7 dont les représentations les plus grossières envahissent l'espace urbain »[2], dans chaque ville de Tunisie il y a une rue, une avenue, un boulevard, une place nommée 7 novembre.

La Révolution du 14 janvier qui a fait fuir le dictateur cherche maintenant sa légitimité dans le marquage de l'espace. La place du 7 novembre, date d'arrivée au pouvoir de Ben Ali est renommée place du 14 janvier, date du départ de Ben Ali. « […] l'avenue du 7 novembre reliant l'aéroport au Bardo s'appelle dorénavant avenue Mohammed Bouazizi. » Mohammed Bouazizi est le vendeur de fruits et légumes qui s'est immolé devant la préfecture de Sidi Bouzid, c'est lui qui a déclenché la vague de contestation à partir de décembre 2010 en Tunisie. Cependant cette avenue Mohammed Bouazizi n'est pas du gout de tout le monde, en effet la plaque a été détruite. Il y a un élément de discorde sur les symboles de la révolution, les Tunisiens de l'intérieur revendiquent la date du 17 décembre

[1] Zone Artistique Temporaire N°2 Mai 2011, fonction politique de la toponymie urbaine, Jamila Binous
[2] Moncef Guellaty, Tunis le pouvoir piégé par la toile, 2012.

en l'honneur de Bouazizi alors que les Tunisiens du littoral et de Tunis particulièrement, revendiquent la date du 14 Janvier.

Le régime Ben Ali utilise aussi la toponymie pour transmettre des valeurs qui n'existaient pas en Tunisie : dans chaque ville on peut trouver un boulevard de l'environnement, une avenue des droits de l'homme, une avenue de la liberté... On voit ici un net décalage entre ce que le pouvoir conçoit et impose pour faire de la Tunisie un pays moderne, aux yeux des touristes ou des investisseurs étrangers, et la réalité vécue et subie par la population tunisienne. Ces décalages entre le nom conçu et la réalité vécue et perçue ont amené à des subversions dans la toponymie tunisienne et tunisoise tout particulièrement, par exemple la place « république » ne s'appelle ainsi que dans les guides touristiques et sur les plans des métros, dans la réalité tunisienne ce lieu est nommé « le passage » en référence à l'ancien passage de chemin de fer. Quant à la place du 7 novembre, elle était appelée place de l'horloge ou encore « Big Ben Ali ».

«L'inscription paysagère du pouvoir »[1] du régime ben Ali n'apparait pas nommément dans l'espace public à l'exception du nouvel aéroport qui portait son nom. Ben Ali n'a pas eu le courage, ou la légitimité, de changer le nom de l'avenue Habib Bourguiba, avenue symbole de Tunis. Il utilisait la symbolique du chiffre 7, et sa couleur préférée le mauve pour marquer l'espace. Ainsi « les glissières de sécurité des routes, les rambardes des ponts et des autoroutes, le fond d'écran des ordinateurs de la police des frontières, la page d'accueil des sites officiels…, tout était mauve, mauve jusqu'à l'écœurement. »[2] Le chiffre 7 se retrouvait dans la rue à travers des sculptures représentant un 7, la chaîne de télévision nationale s'appelait TV7 et le logo était mauve. Le portrait de Ben Ali devait être accroché bien en évidence dans tous les commerces et même dans l'espace privé, quant à l'espace public lui aussi devait afficher des posters de Ben Ali, particulièrement lors des fêtes nationales.

La presse étant bien évidemment à la botte du dictateur, les journaux étaient à la gloire de Ben Ali. Le journal « La Presse » réservait même sa une chaque jour à une photo du président. Ces journaux étant vendus dans des kiosques dans la rue, les Tunisiens ne

[1] Guillemette PINCENT, 2010, La réhabilitation des quartiers précoloniaux dans les villes d'Asie centrale, L'Harmattan, Villes et Entreprises, Paris, 277 p.
[2] Moncef Guellaty, Tunis le pouvoir piégé par la toile, 2012.

pouvaient manquer les « gros titres » des journaux tels que « vifs remerciements et haute considération du Président Ben Ali »[1].

« Ben Ali où est-tu ? Pendant des années en allant chercher mon café je te voyais chaque matin. De ton estrade derrière le comptoir ton regard semblait me suivre et m'observer dans le moindre de mes gestes. Mes promenades étaient ponctuées de tes affiches géantes, avec ton sourire requin. Partout tu étais… […] » [2]. L'espace public était utilisé par Ben Ali comme le support au culte de la personnalité.

Il faut ajouter que le Ministère de l'Intérieur, la tête du corps répressif du régime, construit après le protectorat français était localisé dans l'hypercentre, sur l'avenue Habib Bourguiba. Ce bâtiment, archétype de l'architecture autoritaire (grande façade en béton, fenêtres fortifiées par des grilles…) et symbole de la torture des opposants, « pendant des années et des années, les Tunisiens, en passant devant ce sinistre bâtiment, avaient baissé le regard, hâté le pas »[3]. Le ministère de l'intérieur est le reflet spatial d'un état autoritaire hyper centralisé. C'est la raison pour laquelle c'est le lieu qui a concentré la contestation le jour du 14 janvier.

La circonscription de l'espace public

Il faut aussi voir l'espace public comme un espace d'agora toujours potentiellement dangereux pour un régime dictatorial. L'espace public est alors circonscrit par le despote. Cela a amené un « urbanisme autoritaire » dont le but est de limiter au maximum la pratique de l'espace public par la population. Cette volonté se traduit par exemple sur la place Barcelone, la plus grande place de Tunis après le parvis de la municipalité.

En effet cette place à connu un réaménagement en 1980, « Alors la place Barcelone était occupée par un espace central, constitué par une fontaine et un espace vert qui l'encercle, la place était aussi animée le jour que la nuit, mais cette attraction s'est progressivement atténuée avec le développement de la place, et l'intégration du métro, et le développement de la demande et des réseaux. »[4]. A l'heure actuelle la place Barcelone est le nœud principal du réseau de tramway, c'est aussi la gare de Tunis pour les directions du sud,

[1] Vu dans les archives du quotidien La Presse
[2] 27 janvier 2011, www.toutelatunisie.com
[3] Tunisian Girl, Lina Ben Mhenni, 2012
[4] Extrait du mémoire d'Amin Belloussaief

ainsi qu'une gare routière. Les flux sont très importants et la circulation piétonne est difficile. Au centre de cette place subsiste un espace vert, mais celui-ci « de forme carrée, entouré par une première barrière et une deuxième constituée par les différentes stations qui entourent la place et qui la rend infranchissable, constitue un obstacle matériel pour les usagers. »(Amin Belloussaief). Cette place à perdu sa fonction de place publique pour une fonction de nœud de réseau, la population y passe mais ne s'y arrête plus. Lors d'un entretien Amin Belloussaief l'auteur du mémoire sur les places publiques me confie : « Cette place n'était qu'un passage, une station de métro. J'ai remarqué que le Tunisiens ne pratiquent pas l'espace public car il est mal géré, mal conçu. On n'a pas la notion de l'espace public. » Ce constat est également partagé par l'urbaniste Moez Bouraoui qui, à l'occasion d'un colloque sur l'équité territoriale à Tunis, va plus loin encore : « Il n'y a pas encore d'espace public en Tunisie à proprement parler. »

Lors des jeux olympiques méditerranéens de 2001, Ben Ali a réaménagé l'avenue Habib Bourguiba. A cette époque l'avenue était considérée comme malfamée et concentrait les populations marginales avec une pratique nocturne de l'avenue (toxicomanie, prostitution, consommation d'alcool…). Ben Ali a profité de cet évènement sportif pour faire refaire les façades des bâtiments longeant l'avenue, et réaménager l'avenue. Il y a bien eu un terre-plein central piéton, mais enserré entre deux fois deux voies, peu ou pas de banc, c'est devenu un espace de fluidité. Cette opération d'aménagement caractérisée par une volonté d' « hygiénisme » a amené à la création d'une avenue internationalisée, avec des terrasses de café, des chaînes d'hôtels de luxe….. Les vendeurs à la sauvette du secteur informel ont été expulsés de cet espace, ainsi que les populations pauvres et/ou marginales. Il est à noter que Ben Ali voulait supprimer les arbres de l'avenue mais cette décision a fait naître une contestation surprise de la part d'intellectuels tunisiens qui à l'aide d'une pétition ont réussi à les préserver. On voit ici que l'avenue était déjà un enjeu géopolitique.

Dernier exemple, sur la portion de l'avenue Habib Bourguiba qui va de la place de l'indépendance jusqu'en face du ministère de l'intérieur j'ai pu répertorier seulement 2 bancs. Quant à l'ex place 7 novembre en plus d'être un rond-point, ce qui ne facilite pas l'accès sur cette place, les concepteurs ont entouré l'horloge par un plan d'eau limitant la pratique de cette place par la population.

L’avenue semble conçue seulement pour les flux et non pas pour s’y arrêter. La seule occasion de s’asseoir est de consommer dans les cafés dont les terrasses grignotent petit à petit l’espace public que sont les trottoirs. C’est un autre mécanisme de contrôle de l’espace public que nous allons examiner : la privatisation de l’espace public.

« L’intérêt porté par les pouvoirs publics à ces lieux n’est évidemment pas innocent dans un pays au régime autoritaire où l’espace public est potentiellement un risque, dès lors qu’il est investi par la foule à des fins purement politiques. En cela, la marchandisation de l’espace public, processus globalisé importé en Tunisie, rencontre naturellement les intérêts des entrepreneurs, mais vient également à point nommé pour le pouvoir en place au moins pour deux raisons. Tout d’abord, elle permet la production d’un espace « public » surveillé, particulièrement normé, pour ne pas dire encadré, et à moindre coût pour l’État. »[1]

Cette logique de « marchandisation de l’espace public » est bien visible sur l’avenue Habib Bourguiba. Les trottoirs de l’avenue principale et symbolique de Tunis sont relativement larges (4-5mètres) cependant la circulation ou le rassemblement sur ces trottoirs sont limités par les terrasses de café. Ces terrasses transforment la rue, espace public par excellence, en lieu de consommation. On se retrouve alors avec un espace public privatisé qui limite son usage.

L’espace public est aussi étroitement surveillé et contrôlé par la police politique, « on ne reste pas dans la rue sans rien faire, si on semble ne pas avoir de but on se fait contrôler ». On peut observer un mécanisme spatial de la domination territoriale d’un pouvoir autoritaire : limitation des endroits de rassemblements potentiels, priorité sur les flux et le mouvement, chasse à l’immobilisme, surveillance de l’espace public et marquage de cet espace par le pouvoir en place.

A l’heure actuelle il est intéressant de voir les rôles que certains bâtiments ex-symboles de la dictature vont jouer. Les locaux du RCD à travers le pays sont devenus des « maisons des citoyens » où les associations et les partis politiques peuvent tenir réunion. L’avenir du siège du RCD n’est pas encore fixé mais de nombreuses rumeurs circulent. Le

[1] Pierre-Arnaud Barthel, « Urbanités complexes : la fabrique des lieux « publics » aux Berges du Lac de Tunis », *Espaces et sociétés,* 2006.

secrétaire général d'Ehnada (le parti islamiste majoritaire à l'assemblée constituante) et actuel 1er ministre aurait visité le bâtiment afin de voir s'il pouvait devenir le siège du 1er ministère à la place du traditionnel siège de la Kasbah. L'émoi a été tel en Tunisie qu'il y a renoncé, « c'est la symbolique qui les en empêchent »[1]. Les deux autres pistes sérieuses pour reprendre le bâtiment sont soit la Banque Africaine de Développement, l'instance chargée de faire respecter les « recommandations » du FMI, symbole pour certains de la dictature économique ou encore l'opérateur téléphonique « Tunisiana », 6ème entreprise tunisienne selon le classement Jeune Afrique, 2011.

Chapitre 2 : Expressions spatiales de la révolution

Espaces acteurs de la révolution, territoires stratégiques & espaces des rapports de forces

L'analyse des premiers mouvements d'agitation dans la ville de Tunis montre une approche sectorielle de la contestation, chaque secteur possédant son lieu de rassemblement, son lieu « symbole », son fief.

La faculté d'El Manar et du 9 Avril pour les étudiants et enseignants, le palais de Justice pour les premières manifestations des avocats, le Théâtre Municipal pour les artistes et pour les intellectuels, et le siège de l'UGTT pour les militants de toujours. Ces lieux sont le symbole d'une contestation politique. Ce sont des lieux centralisateurs, qui ont polarisé la contestation et ont été à la base de la diffusion de celle-ci vers l'avenue Bourguiba, la « vitrine » de la contestation, puis face au lieu de pouvoir par excellence : Le Ministère de l'intérieur. La contestation à Tunis a toujours voulu être jugulée à des lieux bien précis : le siège de l'UGTT place Mohammed Ali. Cette place est très petite et l'accès se fait par une rue étroite qu'il est facile de bloquer avec peu de moyen policier afin d'éviter un déploiement dans le centre-ville. Les lycées, les écoles et les facultés ont été fermés dès le 9 janvier pour que les lieux ne deviennent pas des foyers de contestations.

Quant aux manifestations « spontanées » menés par les jeunes des territoires périphériques elles se sont organisées à l'échelle du quartier par des groupes de jeunes déjà socialement connectés. Et plutôt que d'être dans l'opposition politique on est dans ces cas-là dans l'affrontement direct avec la police autour d'endroits stratégiques comme les

[1] Extrait de l'entretien avec Olfa Ben Medien

commissariats. La pression de la rue a été la plus forte dans ces quartiers périphériques populaires (Ettadhamen, Bab Jdid El Mnilha…), dans le cas de ces quartiers on observe une organisation à l'échelle locale sans véritable lieu de rassemblement si ce n'est le quartier lui-même. Les lieux qui ont polarisé la contestation dans ces quartiers populaires sont avant tout les postes de police et les symboles de la dictature mais aussi comme dans le cas d'El Mnilha, les quartiers voisins plus aisés.

Plusieurs éléments de réponses nous permettent de comprendre pourquoi la contestation de la rue a été la plus forte dans les quartiers populaires. Tout d'abord les jeunes de ces quartiers, les principaux acteurs de la révolte, étaient plus ou moins habitués à batailler avec la police les jours de match de football. En effet de nombreux jeunes appartiennent à des groupes « ultras », des associations de supporters. Ils connaissaient ainsi les techniques répressives de la police et ont pu former le reste de la population à des techniques d'émeutes (comment se protéger des gaz lacrymogènes, où attirer les policiers pour les déborder etc…). De plus, « ces faubourgs de Tunis ont explosé sous la pression d'un exode rural massif qui a poussé des milliers de familles tunisiennes à venir chercher ici les moyens de survivre dont seules les grandes villes et les capitales ont le secret. » (Olivier Piot) les habitants de ces quartiers sont donc en relation directe avec des parents, des amis de l'intérieur tunisien. Par exemple dans le quartier populaire de Ettandhamen, il y a une forte « diaspora » kasserinoise, après le massacre dans la ville de Kasserine dans la nuit du 8 au 9 janvier, les policiers ont demandé une unité de BOP (Brigade d'Ordre Public) en renfort. La diaspora kasserinoise du quartier Ettadhamen a été mise au courant, ce qui a déclenché une vague d'émeutes tellement virulentes que les renforts appelés à Kasserine sont restés à Tunis pour gérer la situation. Certains Tunisiens pensent que cela a permis d'éviter un deuxième massacre à Kasserine. Ce qui est sûr c'est que cela marque le début de la contestation violente à Tunis. Enfin dernière hypothèse, c'est dans ces quartiers populaires que les conditions de vie, surtout celle des jeunes étaient les plus difficiles, pas d'emploi, pas de perspective d'avenir à part l'émigration, pas d'argent donc pas de logement donc pas de mariage…. Ce sont ces jeunes qui réclamaient le plus la « dignité, la liberté et du travail ».

Ce sont les vidéos de ces jeunes affrontant la police qui sont relayées sur les réseaux sociaux et qui lancent le mouvement d'entrée des autres couches de la population tunisoise, particulièrement des jeunes des classes plus aisées, dans la contestation.

De nombreuses manifestations locales ont été organisées via Facebook dans tous ou presque les quartiers de Tunis. Ces manifestations avaient pour objectif d'atteindre le centre-ville, le centre des décisions politiques. Cependant la stratégie de la police était de bloquer l'accès au centre de ces manifestants. « La police réprime les habitants de la périphérie qui veulent atteindre le centre, il y a des morts à Hay el-Khadra et Le Kram »[1] . Pendant la période r évolutionnaire la mobilité était fortement réduite pour les tunisiens. C'est pour cela que de nombreux Tunisiens ont passé les quelques jours révolutionnaires à Tunis, chez eux devant leur télé et leur ordinateur suspendus à leur téléphone pour avoir des nouvelles de leurs amis, de la famille… Des barrages des brigades d'ordre public (BOP, l'équivalent de nos CRS français) empêchaient de se déplacer. Le but était d'éviter la convergence de tous ces cortèges. La contestation dans ces premiers temps s'est donc manifestée localement à l'image de nombreux départs de feux qui en convergeant deviennent un grand incendie.

Lorsque la contestation s'est amplifiée les premiers lieux à avoir été attaqués furent les postes de police, les locaux du RCD, ainsi que les centres commerciaux détenus par le clan Ben Ali-Trabelsi. « Un vandalisme très ciblé pille et détruit, à Gammarth, les maisons et les meubles de la famille Trabelsi, maîtres du pays. On incendie les commissariats à La Goulette; on lutte au Kram et dans d'autres points de la ville. »[2].

Le 13 janvier au soir, Ben Ali prononce son discours « je vous ai compris », il y reconnaît des erreurs et tente d'appeler au calme en parlant l'arabe tunisien vernaculaire. A peine son discours terminé, bravant le couvre-feu des centaines de Tunisiens descendent dans la rue pour soutenir le président. Des images Facebook et des témoignages vont circuler ou l'on apprend que ces personnes sont payées par le régime et que les voitures sur l'avenue sont des voitures de location, louées par le régime. Son discours est un échec et l'appel à la grève générale lancée par l'UGTT du 14 janvier à Tunis est maintenue. Cet appel est relayé par les réseaux sociaux et le lendemain dès 10h l'avenue Habib Bourguiba est noire de monde.

C'est l'apothéose de la Révolution à Tunis, la tension est extrême sur l'avenue Bourguiba et plus précisément devant le bâtiment du ministère de l'intérieur qui incarne la

[1] Alma Allende, Chroniques de la Révolution Tunisienne, janvier 2010
[2] *Ibid.*

répression et la tyrannie. La teneur des slogans devant le Ministère de l'Intérieur est à la mesure du symbole : « Ministère de l'Intérieur, ministère de la Terreur! ». La répression commence à 13 heures mais à 18h les Tunisiens apprennent à la télévision nationale que Ben Ali est parti.

Lors de mes recherches j'ai cherché à savoir si les mosquées avaient joué un rôle dans la révolution. En Egypte les mosquées ont joué un rôle de concentration de la contestation, la prière du Vendredi était sous le signe de la revendication, à la sortie des mosquées on assistait à des débats et aux départs de cortèges de manifestations. Ces vendredis étaient nommés « vendredi de la colère », vendredi de la liberté etc… En Tunisie les mosquées n'ont joué aucun rôle, les prêches était surveillés par des membres du régime et vantaient les mérites du dictateur.

Les quelques jours qui suivent la fuite du dictateur vont être marqués par une période de terreur orchestrée par la garde présidentielle de Ben Ali. Leur but est de faire régner la terreur pour faire revenir leur chef.

Après la révolution, le 23 janvier « des milliers de manifestants venus des villes du centre et du sud du pays montent à pied sur la capitale »[1], c'est la « caravane de la libération ». Les populations des marges montent sur le centre pour réclamer la chute de la dictature après la chute du dictateur. C'est le premier lien physique entre la révolution des marges et celle de Tunis. Le 6 février, une « caravane de remerciements » aux martyrs de Sidi Bouzid et plus largement ceux des villes de l'intérieur est organisée. On peut voir dans ces deux initiatives la volonté de rassembler le territoire tunisien.

L'espace public devient également l'espace premier des revendications. Le mode d'occupation de l'espace par le « sit-in » se propage. Le « sit-in » du Bardo face à l'assemblée nationale rappelle aux élus de la constituante qu'on les surveille, que le peuple est là conscient et vigilant. Un sit-in devant la télévision nationale pour dénoncer les nouvelles formes de censure, et bien évidemment le sit-in de la Kasbah devenu le « symbole de la période postrévolutionnaire. (Amin Belloussaief). Il y a eu également des rassemblements devant le siège du RCD pour demander la dissolution du parti de l'ex-

[1]Olivier Piot, La révolution tunisienne : dix jours qui ébranlèrent le monde arabe, 2011.

président. L'occupation de l'espace public devient l'expression spatiale de la démocratie naissante en Tunisie. On assiste à une démocratisation de l'espace public.

L'espace public devient aussi d'une certaine manière le garant de la révolution, il porte les marques de la révolution et sert d'espace de conscience, de vigilance et d'expression. Un concours d'aménagement voulant mettre les valeurs de la Révolution à l'honneur organisé par l'ISTEUB (Institut Supérieur des Technologies de l'Environnement de l'Urbanisme et du Bâtiment) quelques mois après la révolution. Ce concours concernait le parcours mythique de la révolution : place Mohamed Ali Hammi[1] jusqu'à l'horloge. L'objectif n'est pas de réaménager de fond en comble (les financements manquent de toute façon) mais bien d'inscrire dans le paysage urbain les valeurs de la révolution. Ce concours permet ainsi de créer un « espace récit »[2].



[1] Mohammed Ali El Hammi est considéré comme le « père » du syndicalisme Tunisien.
[2] Danielle Tartakowsky « Quand la rue fait l'histoire », 2006

Figure 3 : Projection de la place 14 janvier, extraite du projet d' Hamrouni Tesnim, Rdifi Mouna et Dedhahri Sonia.

Sur cette projection, issue du projet d' Hamrouni Tesnim, Rdifi Mouna et Dedhahri Sonia on voit que la place ex-7 novembre est reliée à l'avenue Habib Bourguiba pour marquer la continuité entre l'espace et le déroulement de la révolution. La place perd ainsi son caractère de rond-point et y est alors accessible plus facilement pour les piétons.

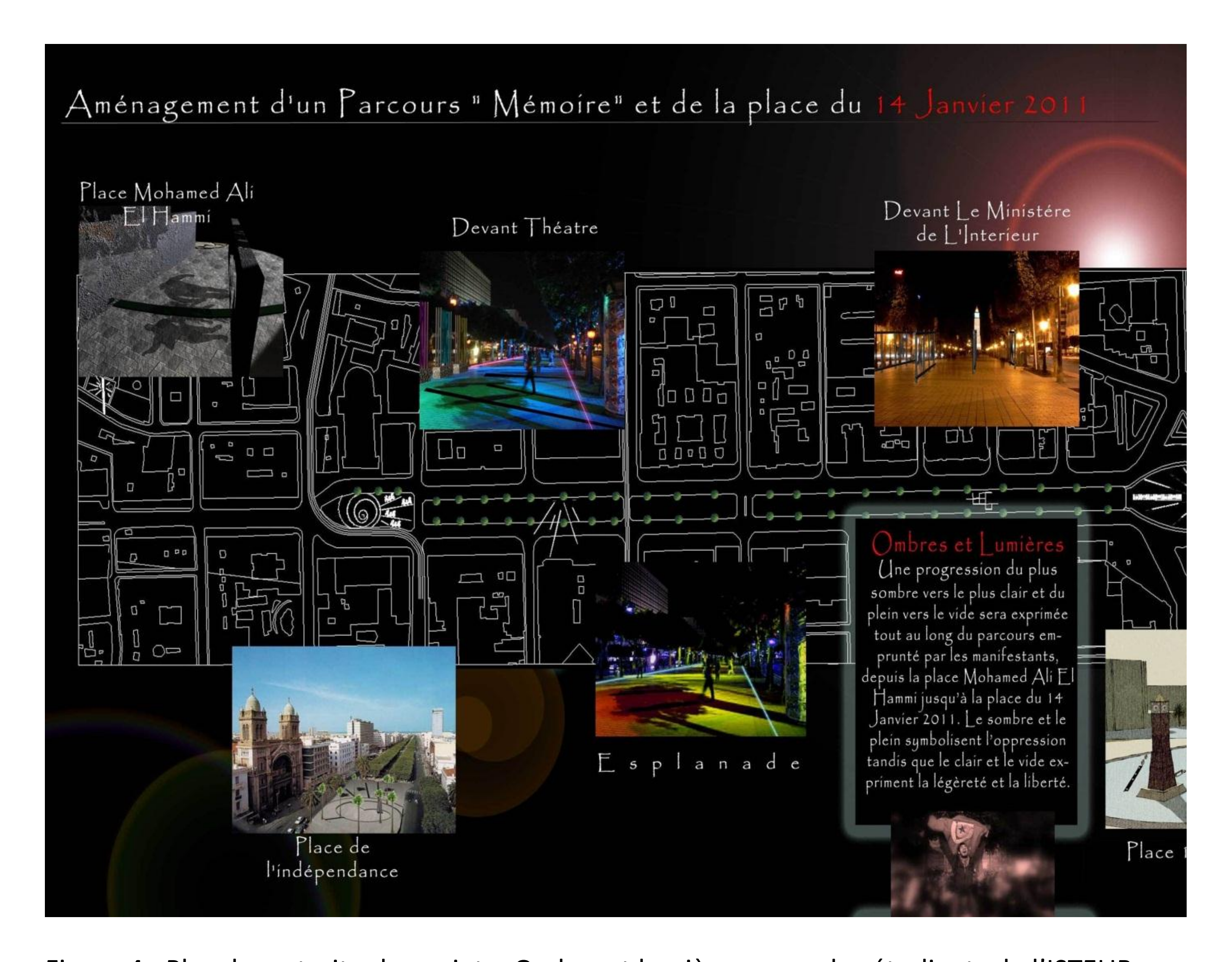


Figure 4 : Planche extraite du projet « Ombre et lumières » par des étudiants de l'ISTEUB.

Sur cette planche issue du projet « ombre et lumière » le parcours symbole de la révolution qui va de la place Mohammed Ali Hammi jusqu'à la place du 14 janvier est retravaillé afin que ce parcours porte des marques spatiales visibles de la révolution tunisienne.

Aucun de ces projets n'est aujourd'hui réalisé, il s'agit en effet d'un concours interne à l'école. Mais ces travaux restent cependant intéressants dans la mesure où ils lient révolution et espace public.

Avec développement des NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication), « nous vivons dans des espaces virtuels de plus en plus difficiles à représenter, c'est l'univers de la pantopie: tous les lieux en chaque lieu, chaque lieu en tous les lieux ».[1]

Une autre dimension importante de la révolution tunisienne est le rôle qu'internet a joué à la fois comme excroissance de l'espace public et comme outils de mobilisation.

Depuis les années 2000 les réseaux sociaux (Facebook, Twitter principalement) et les blogs ont connu un boom rapide. En 2010, 2 millions de Tunisiens utilisent Facebook et Twitter et le pays compte 3.6 millions d'internautes, plus d'un habitant sur 3. Si avant la révolution l'Internet était utilisée à des fins récréatives et très peu à des fins politiques (la cyber police y veillait), à partir du 17 décembre les réseaux sociaux, et les blogs ont permis le relais de l'information. En effet les médias traditionnels, acquis au pouvoir, comme les journaux et la télévision nationale n'ont absolument pas parlé des évènements qui secouaient la Tunisie à partir du 17 décembre 2010. De plus les journaux et journalistes étrangers étaient interdits sur le territoire tunisien. Ce sont donc les Tunisiens eux-mêmes qui ont recueilli l'information et l'ont diffusé via internet et par téléphonie mobile.

Comme l'explique Lina ben Mhenni, plus connu sous son nom de bloggeuse *A Tunisian Girl*, « un vrai cyber activiste ne se contente pas de rester assis derrière son écran, il va sur le terrain, il prend des photos, tourne des vidéos, recueille sur place des témoignages, puis revient devant son écran où il les poste et les lance sur le Net à la rencontre des autres ». En plus de fournir de l'information, les réseaux sociaux deviennent également une excroissance de l'espace publique, le 9 janvier Ben Ali ferme toutes les écoles et les universités du pays pour que le mouvement ne s'étende pas aux étudiants. «C'est vrai que c'est plus difficile d'organiser le mouvement étudiant sans les locaux rassembleurs des facs […] Si nous ne parvenons pas à organiser des manifestations sur Facebook, ils se rallieront à

[1] Nathalie Candon, La composition urbaine, 1996.

la contestation d'une manière ou d'une autre »[1]. Les réseaux sociaux pallient aux manques de places publiques physiques, inaccessibles aux contestataires.

Les réseaux sociaux offrent également une autre opportunité, ils fonctionnent comme un accélérateur de réseaux : « l'avantage avec les réseaux sociaux d'Internet, c'est que les jeunes n'ont pas à avoir de passé politique pour devenir instantanément les acteurs de la révolte, poursuit Thameur Driss. Avant, pour des militants comme moi les réseaux étaient directement liés à notre engagement dans une association ou un parti politique. Sans engagement, pas de réseau, pas de confiance, pas d'information. Là, quelqu'un qui n'a jamais fait de politique mais qui souhaite s'impliquer entre automatiquement avec des milliers de personnes qui communiquent entre elles librement. Il fait son apprentissage politique et construit des réseaux en quelques jours seulement. »[2]. Via les réseaux sociaux « ces jeunes ont élaboré leur espace de liberté et de contestation sur la Toile » à défaut de pouvoir le faire dans l'espace public physique surveillé et contrôlé par la police politique de Ben Ali.

Ces plateformes virtuelles en plus d'être un outil d'information, de politisation sont aussi un outil de mobilisation sans précédent. Prenons l'exemple du 14 janvier, le jour de la fuite de Ben Ali, les appels à manifester devant le Ministère de l'Intérieur sont nombreux et fortement relayés. Ces appels ne proviennent pas de centrales syndicales ou de partis mais de citoyen, ce qui explique la spontanéité du mouvement. Le même jour l'UGTT appelait à la grève générale à Tunis.

Mon hypothèse est que les réseaux sociaux ont également permis de faire un lien entre une Tunisie divisée en 2 blocs, l'intérieur délaissé et le littoral plus dynamique. Même schéma à l'échelle tunisoise entre les périphéries et le centre. Les tunisois ont grâce à Internet été mis au courant de ce que subissaient les autres Tunisiens de l'intérieur, la contestation s'est alors homogénéisée à l'ensemble du territoire hétérogène tunisien. On peut ainsi regarder Facebook et Twitter comme des réseaux avec leurs propres nœuds (Hastags récurrents pour Twitter et groupe/pages pour Facebook), un monde virtuel qui polarise et diffuse l'information et la contestation et dont les initiatives se traduisent dans l'espace physique réel.

[1] Olivier Piot, La révolution tunisienne : dix jours qui ébranlèrent le monde arabe, 2011.

[2] *Ibid*.

Après la révolution, l'espace public « virtuel » qu'offre les réseaux sociaux se métamorphose il passe d'un espace de mobilisation à un « cyber espace [qui] contribue à la transmission des valeurs de la citoyenneté »[1].L'utilisation des réseaux sociaux transforme la pratique du politique et plus largement le « paysage politique dans son ensemble (les rapports de force, les rôles et les statuts des acteurs, l'exercice de la citoyenneté, le langage politique et les modes d'expression…) » (Sihem Najar, 2012)

Les réseaux sociaux deviennent un espace public Habermassien, selon la définition de Hypergéo : « Le terme est d'abord apparu au cours des années 1960, à la suite des travaux de J. Habermas (1962). Ceux-ci portaient sur la constitution progressive, au cours du XVIIIe siècle, d'une sphère de la publicité (Öffentlichkeit) fondée sur l'usage libre et public de la raison, et s'autonomisant par rapport à la sphère du pouvoir. Si les lieux ont leur importance dans ce processus (cafés, théâtres, etc.), le terme d'espace public désigne alors davantage un espace abstrait et changeant, prenant la forme du rassemblement qui le fait naître. »

Cependant il ne faut pas surestimer l'impact de Facebook, certains journalistes ou écrivains parlent d'une révolution Facebook mais il ne faut pas oublier que seul 1 tunisien sur 3 à accès à l'Internet et que la révolution s'est d'abord déclenchée dans les régions qui y avaient le moins accès. De plus, après la révolution, si la plateforme Facebook a servi d'espace de débat, ce n'est pas forcément « le meilleur endroit pour débattre. Ça tourne généralement très vite en insulte. »[2]

La réappropriation de l'espace public par la population

« La révolution tunisienne a libéré la parole et celle-ci s'est déversée avec puissance, densité, humour et parfois violence dans l'espace public. […] L'espace public, verrouillé sous le régime de Ben Ali, est devenu espace des possibles. Lieu par excellence d'interaction humaine, il est à présent à nouveau le lieu de l'expression, celui de la rencontre citoyenne, du partage, mais aussi de la confrontation des points de vue. »[3]

La révolution bouleverse cette conception de l'espace physique urbain public. La population s'approprie l'espace public, cet espace devient lieu de confrontation,

---

[1] Sihem Najar, Mouvements sociaux en ligne face aux mutations sociopolitiques, Lettre de l'IRMC janvier avril 2012.

[2] Extrait de l'entretien avec Ramy Khouili, le 2 février 2012.

[3] Aurélie Machghoul,Droit de cité, la parole libérée réinvente la ville., ZAT, N°2 mai 2011

d'expression, de contestation et à la chute de Ben Ali il devient alors agora et espace de la construction de la démocratie et de la citoyenneté (débats etc…). C'est aussi un lieu de mémoire pour les martyrs, de vigilance, de revendications et d'affrontements politiques. Concernant l'espace public comme espace de vigilance et de mémoire nous pouvons évoquer l'opération « le retour de ben Ali » organisée par l'association « Engagement Citoyen ». Un grand portrait de Ben Ali avait été accroché pendant la nuit dans un quartier de La goulette quelques jours avant les élections de la constituante du 23 octobre 2011. Les habitants d'abord stupéfaits avaient fini par l'arracher, laissant ainsi apparaître un grand message : « Réveillez-vous. La dictature pourrait revenir. Allez Votez. »[1]

Après le départ de Ben Ali un sit-in est appelé à la Kasbah, la place du gouvernement, sous le mot d'ordre : « On a dégagé le dictateur, maintenant dégageons la dictature ». Ce lieu devient celui de la vigilance par rapport aux gouvernements transitoires, de l'expression démocratique et de la mémoire. Le sit-in se déroula en trois actes, le premier pour « dégager » le 1er gouvernement transitoire, puis le deuxième et enfin pour imposer la révision de la constitution et la tenue d'élections pour une assemblée constituante.

Face à ce rassemblement organisé par l'extrême gauche et les islamistes on voit apparaître début mars un « contre sit-in »à la Qobba, ou Coupole à l'appel de M. Ghannouchi[2]) à destination de la « majorité silencieuse ». La Qobba est un lieu se trouvant au cœur de la cité sportive dans le quartier aisé d' El Menzah, certains Tunisiens diront que le choix du lieu serait une référence au fair-play lié au sport. Cela marque la volonté de mettre de la distance avec le rassemblement de la Kasbah plus extrême et plus radical.

Les 2 places deviennent l'incarnation de deux volontés politique, l'une voulant faire table rase, l'autre plus modérée appelant à la paix sociale et à la patience. Selon un commentaire posté sur le site Nawaat.org (plateforme internet d'information et de débat) alors que le rassemblement de la Kasbah serait un rassemblement prolétaire, le rassemblement à la Qobba serait un sit-in de la bourgeoisie soutenu par les classes moyennes tunisoises. L'opposition est forte entre ces 2 lieux, on y voit la rupture entre 2 Tunisie. D'un côté les tunisois et de l'autre le tunisien de l'intérieur dont l'image à Tunis n'est

---

[1] http://www.dailymotion.com/video/xlsila_le-retour-de-ben-ali-fait-frayeur-a-tunis_news
[2] 1er Ministre sous Ben Ali et qui dirigea les deux gouvernements transitoire

guère glorieuse. Il y a une opposition, puis le 5 mars les 2 mouvements se réunissent dans le calme après l'annonce de la tenue des élections de la constituante.

Partout dans la ville les slogans fleurissent sur les murs, ceux-ci deviennent des médias. On revendique, on critique, on appel à la chute du régime. Ces graffitis sont le contrepoids aux médias traditionnels et la continuation des réseaux sociaux. Ce qui est dit tout bas est écrit très gros.

Les portraits de Ben Ali sont décrochés des commerces, arrachés des façades. Au lendemain de la révolution des portraits de grands formats des martyrs sont affichés dans l'espace public. Aujourd'hui c'est la publicité qui a remplacé ces portraits.

Triptyque : Les murs deviennent médias

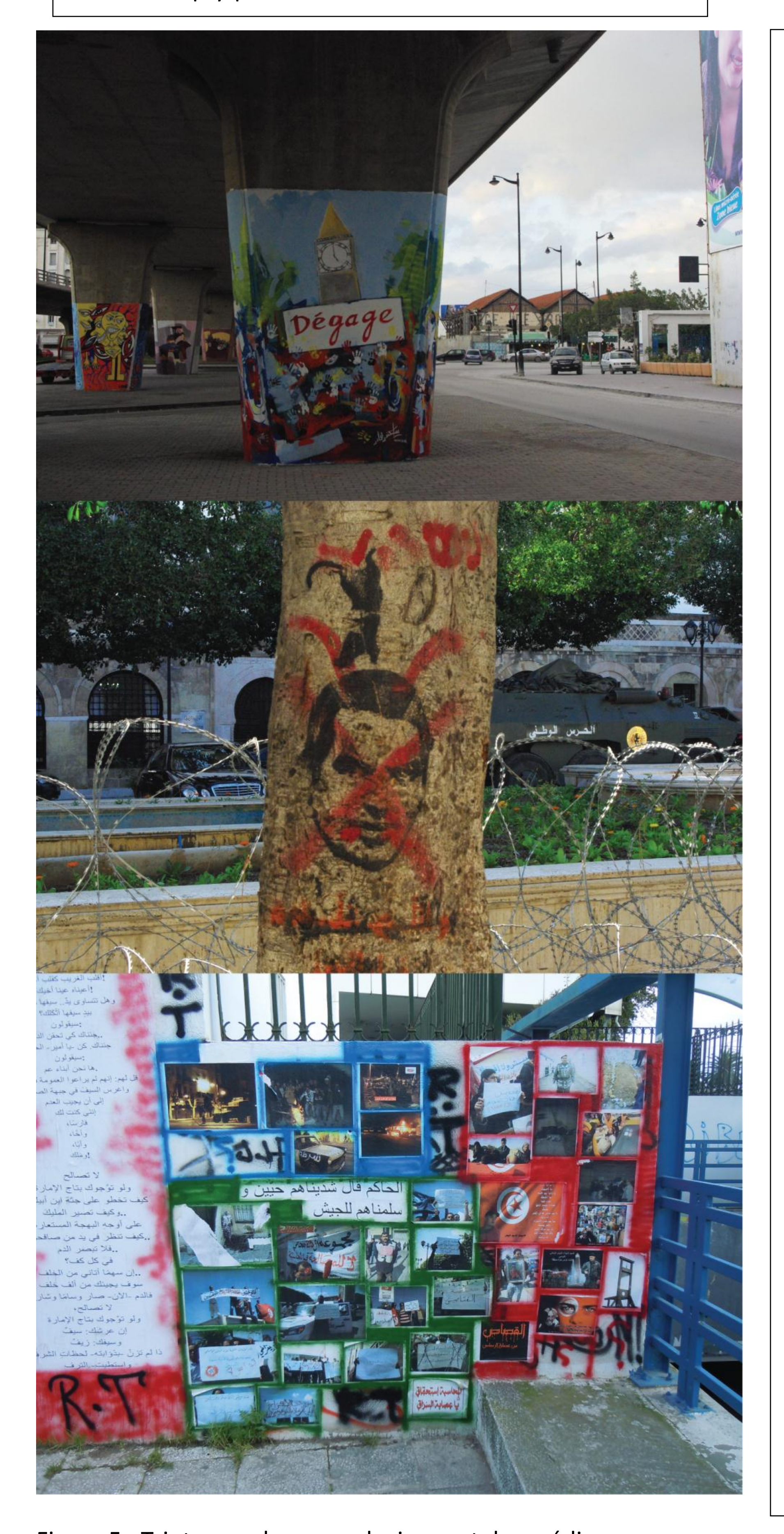


Figure 5 : Triptyque : les murs deviennent des médias.

Ces graffitis réalisés un an après la révolution sous le pont autoroutier sur l'avenue Habib Bourguiba marquent les valeurs de la révolution dans l'espace. L'espace public devient un lieu de conscience et de mémoire.

Photographiées place de la Kasbah, (les graffitis sur les murs ayant été repeints), les traces des revendications (ici un visage de Ben Ali barré) se retrouvent encore sur les arbres.

Photographié à la station de métro léger Bardo. Proche de la place du Bardo devant l'assemblée nationale où ont eu lieu de nombreux sit-in. Ce collage-graffiti joue le rôle de contrepoids aux médias traditionnels en prouvant la présence de snipers à Tunis après la révolution, contrairement aux propos du premier ministre

Après la chute de Ben Ali la rue devient un espace de débat. Lors de mon terrain j'ai pu voir de nombreux groupes sur l'avenue Habib Bourguiba discuter, débattre de sujets divers comme la place des investissements français en Tunisie ou encore la légitimité des deux premiers gouvernements transitoires. D'après mes contacts rencontrés là-bas c'est un phénomène complètement nouveau, il y a une blague qui circule en Tunisie et qui dit : « Avant en Tunisie il y avait 10 millions de commentateurs sportifs maintenant il y a 10 millions d'analystes politiques ».

Certains urbanistes m'ont aussi parlé du revers de la médaille de cet appropriation de l'espace public par la population, après la révolution l'Etat de droit s'est affaibli et la priorité est « d'arrêter l'accélération du développement de l'habitat anarchique, aujourd'hui on bâti sur des trottoirs, on construit sur un parc, sur l'espace public, on bâti même chez les voisins. Il y a un problème de légitimité des pouvoirs publics et un problème de civisme c'est comme si on était dans un état de non droit total »[1]. Autre dimension de cette appropriation : de très nombreux marchands ambulants du secteur informel ont investis les rues, surtout l'avenue Bourguiba, après la chute de Ben Ali. La situation était telle que les riverains de l'avenue ont demandé à la police de les chasser. Ces vendeurs ambulants venus des périphéries pour vendre des cigarettes, des pistaches, des sandwichs, ont donc été priés de rentrer chez eux. Voilà une des limites de l'appropriation de l'espace public, appropriation oui mais pas pour tout le monde et pas pour tout faire.

Cette réappropriation de l'espace public peut s'analyser en trois temps. Un premier temps de liesse et d'euphorie où l'on observe pour la première fois l'expérimentation de l'occupation de l'espace public par tout un peuple uni face à la dictature. Second temps : l'espace public devient le support de la pluralité démocratique, l'espace public devient le lieu de conflits d'usages. C'est par exemple les démonstrations de force des salafistes dans l'espace public (violences à la faculté de la Manouba, violences pendant la manifestation du 25 mars 2012 où le drapeau salafiste a été hissé en haut de l'horloge de la place du 14 Janvier) et le 28 mars des salafistes s'en sont pris à une manifestation d'artistes sur l'avenue Habib Bourguiba. On voit apparaître également des manifestations anti-manifestations qui illustre un « trop plein » d'occupation de l'espace public. En réponse à ce « trop plein » d'occupation de l'espace public le gouvernement actuel tunisien répond par l'interdiction de

[1] Extrait de l'entretien avec Henda Gafsi le 8 février 2012.

manifester sur l'avenue Habib Bourguiba suite aux incidents entre salafistes et artistes le 28 mars. Puis par la répression toujours sur l'avenue Habib Bourguiba le 9 avril 2012 pendant la manifestation de commémoration des martyrs. Cette répression, en plus de l'interdiction de manifestations sur l'avenue Bourguiba[1] crée l'émoi chez les Tunisiens qui pensaient avoir acquis ce droit d'occupation de l'espace public de façon définitive. L'espace public reste donc un enjeu entre les différentes sensibilités de la population et le gouvernement. Le 3ème temps de l'appropriation de l'espace public est celui du futur, lorsque la démocratie sera plus stable et plus légitime. L'espace public en sera alors apaisé, les revendications et l'expression passant par d'autres moyens comme les élections par exemple et prêt à de nouveaux usages.

Après le 14 janvier, Ben Ali a ordonné à sa garde présidentielle et aux forces de polices encore dévouées à sa cause de faire régner la terreur dans Tunis. Ben Ali pensait qu'en mettant le pays à feu et à sang, très vite la population réclamerait son retour. Afin d'éviter les pillages des comités de vigilance sont apparus. « Les quartiers de Tunis ont organisé des comités d'autodéfense coordonnés avec l'armée pour neutraliser les « tontons macoutes » de Ben Ali; 3000 policiers, dit-on, qui auraient provoqué hier la mort de cent personnes et qui viennent d'ouvrir le feu sur le Café Saf-Saf, dans La Marsa, centre populaire de divertissement des habitants et des touristes »[2].

Les jeunes de chaque quartier ont monté des barrages, pour se reconnaître ils portaient tous un habit blanc, étaient armés de bâtons et de grands couteaux ils ont protégé leurs quartiers pendant les quelques jours qui ont suivi le départ de Ben Ali. « Le moment révolutionnaire, c'est d'abord la « prise » du quartier. Après les luttes contre les forces de l'ordre, ces jeunes occupent de façon significative l'espace public, assurent l'ordre public et tentent de se positionner comme alternative aux responsables politiques »[3]. Une fois que chaque quartier de Tunis fût protégé l'espace public et semi-privatif n'était plus au main du pouvoir, la population avait réussi à tenir le choc de la réplique de Ben Ali, à partir de ce moment là plus rien n'aurait pu le faire revenir. L'espace public était aux mains de la

---

[1] http://nawaat.org/portail/2012/03/29/le-ministere-de-linterieur-interdit-de-manifester-a-lav-h-bourguiba-mais-de-quel-droit/

[2] Alma Allende, Chroniques de la Révolution Tunisienne, janvier 2010

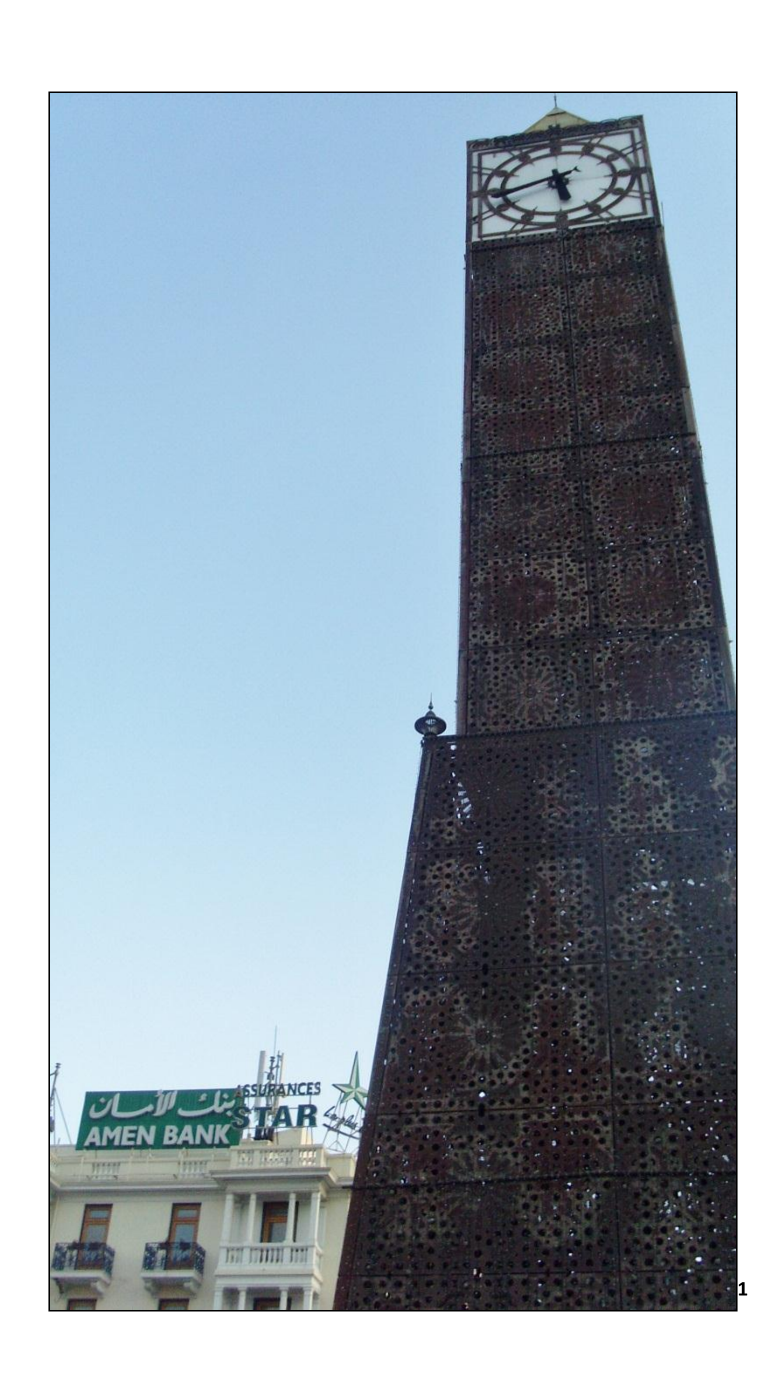
[3] Amin Allal, Tunisie la révolte des marges et des marginalisée en Tunisie , 2011

population, grâce à l’aide de l’armée. Le peuple à gagné la bataille pour l’espace public par des formes d’auto-organisation. Il est d’ailleurs intéressant de voir que pendant la période d’instabilité qui va courir jusqu’au élections de la constituante le 23 octobre 2011 on voit apparaître la notion de “commune”, les comités de vigilance veulent évoluer et passer d’un rôle purement sécuritaire à un rôle politique. Mais ces initiatives n’ont pas survécu dans le temps.

Nous avons vu que la ville était le support du pouvoir politique, qu’elle était un enjeu géopolitique. Le pouvoir passe par le contrôle de la ville. La ville est également un produit à la fois politique, historique mais aussi économique. Nous allons maintenant nous pencher sur les logiques spatiales, sur les forces qui façonnent et structurent l’espace urbain tunisois.

FORMES SPATIALES DE LA DICTATURE ET FORMES SPATIALES DU CAPITALISME :

LA COLLUSION ENTRE UN SYSTEME POLITIQUE AUTORITAIRE ET UN SYSTEME ECONOMIQUE CAPITALISTE



[1]

[1] Sur cette photographie au premier plan, l'horloge de Ben Ali, symbole de son pouvoir politique. Au second plan le siège social d'AMEN bank, 2ème banque privée du pays et complice du régime Ben Ali.

Dans son ouvrage géopolitique du capitalisme David Harvey « nous montre comment les « lois » générales du capitalisme produisent de l'espace », il va même plus loin « dire qu'il [le capitalisme] a besoin de l'espace pour se développer serait insuffisant : il *est* lui-même une logique spatiale. »

Aujourd'hui le capitalisme a pris la forme d'une mondialisation libérale à l'échelle globale, nous allons essayer de voir comment se traduisent ses formes dans l'espace urbain tunisois. Comment le capitalisme structure l'espace urbain tunisois?

Tout d'abord, l'urbanisation des villes du sud ne suit pas le même processus que les villes dites du nord qui sont nées avec la révolution industrielle du 19eme siècle. Ici « la révolution urbaine est liée à l'évolution de la mondialisation »[1]. En effet aujourd'hui plus de la moitié de l'humanité vit dans des villes, « l'urbanisation dans les pays en développement en particulier sous la forme de « métropolisation » restera un fait majeur du XXeme siècle et l'un des résultats de la mondialisation. »[2]. Olivier Dollfus rajoute que ces villes issues de la mondialisation fonctionnent en « grappe », il parle alors d'Archipel Mégalopolitain Mondial. Tunis, sans faire encore partie de cet archipel mégalopolitain mondial, suit la dynamique imposée par la mondialisation. Selon Gustave Massiah « Les villes sont le support de la mondialisation et en sont ainsi transformées », nous allons voir ces transformations dans l'espace urbain du grand Tunis.

A cette mondialisation caractérisée par un courant économique libéral mondial correspondent des formes urbaines spécifiques : « dans chaque ville apparaissent de nouveaux centres, des morceaux de ville-monde. C'est l'espace de ceux qui sont en prise directe avec le marché mondial et avec les devises, les îlots protégés et organisés des grands hôtels et des sièges sociaux. » Je considère ces espaces comme des espaces « vitrines », intégrés à la mondialisation, standardisés et internationalisés. Et si comme le dit H.Lefebvre « l'espace est la projection sur le sol des rapports sociaux », l'espace urbain tunisois « s'étend en quartiers ségrégués et refermés sur eux-mêmes, reliés ou plutôt séparés par des autoroutes urbaines. »[3].

[1] G.Massiah, 2005
[2] O.Dollfus, la mondialisation, 3ème édition,2007
[3] G.Massiah, 2005

La logique spatiale capitaliste suggère la spécialisation des espaces, la hiérarchie entre ces espaces, un fonctionnement en termes de centre-périphérie, l'opposition entre les espaces de rentes et d'accumulation du capital et les espaces marginalisés que l'on tente d'invisibiliser. De plus dans cette logique spatiale, les villes rentrent en concurrence, afin de se démarquer dans cette course à la captation des investissements, la ville doit valoriser, ou créer de toute pièce, son identité. David Harvey appelle cela le « capital symbolique » mais paradoxalement, à cette mise en avant d'atout spécifique on assiste à une uniformisation, une standardisation qui efface les distinctions entre les villes. C'est ainsi que les villes du monde entier développent des espaces internationalisés où les codes sont les n'importe où dans le monde : c'est l'exemple des grandes avenues commerciales où l'on retrouve les mêmes enseignes et plus ou moins les mêmes comportements (shopping à Zara, détente sur les terrasses des cafés…)

Le modèle urbain ultra libéral façonne la morphologie urbaine, dans cette partie nous allons étudier la morphologie urbaine de Tunis afin de déterminer les espaces intégrés à la mondialisation et ceux laissés à la marge. L'objectif ensuite est de superposer les formes spatiales du capitalisme à celle de la révolution et celle de la dictature pour mettre en exergue des liens.

«L'urbanisation capitaliste actuelle pourrait alors être définie comme la forme la plus développée de la division du travail matériel et intellectuel. Mais alors que pour Marx les deux termes spatiaux de cette opposition sont la ville - concentration de la population, des instruments de production, du capital, des plaisirs et des besoins - et la campagne - qui isole et éparpille ces mêmes éléments -, on peut émettre l'hypothèse que cette opposition est beaucoup plus matérialisée aujourd'hui par la ségrégation spatiale entre les grands centres urbains - qui concentrent à la fois le travail intellectuel le plus développé et les organes de commandement - et les zones périphériques où sont disséminés les activités d'exécution et les lieux de reproduction appauvrie de la force de travail».

Ce qu'il faut y lire c'est donc la nécessité d'abolir les *fondements dynamiques* des oppositions matérialisées dans l'espace et qui, dans les aires capitalistes avancées,

aboutissent à une «division en zone de commandement économique et politique, de centres de pouvoir-relais et de zones d'exécution et de reproduction limitée de la force de travail» [1]

Mais derrière ce modèle économique imposé par le FMI et la Banque mondiale à l'ensemble du globe il ne faut pas effacer les spécificités du système économique tunisien. Si nous sommes bien dans un système économique libéral qui s'est ouvert à l'économie de marché et a suivi les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) du Fond Monétaire International (FMI), nous sommes aussi dans un capitalisme d'oligopole géré par un Etat autoritaire qui distribue les rentes et les monopoles à ces proches. Selon Samir Atia[2] on observe en Tunisie « un captage de rente et des redistributions sélectives selon un réseau d'alliance ». Pierre Beckouche parle quant à lui d'une « kleptocratie ». Cela représente un frein dans l'idéologie du libre-marché, par exemple MacDonald et Starbucks ne sont pas présents sur le territoire tunisien car le clan Ben Ali-Trablesi réclamaient 50% des bénéfices. Néanmoins la Tunisie depuis le tournant libéral de 1972, confirmé et accentué par Ben Ali en 1987, joue dans la cour de l'économie de marché et s'ouvre sur l'extérieur selon les préceptes des institutions financières internationales.

Chapitre 3 : L'ouverture économique et le processus de métropolisation

Comme nous avons déjà pu l'observer le territoire tunisien est marqué par de fortes disparités spatiales « héritées de la colonisation et accentuées par l'ouverture à la mondialisation »[3]. Ces disparités spatiales se traduisent dans l'espace par « une macrocéphalie de la capitale, la prépondérance des villes ports, le sous équipements de certaines zones demeurées en marge » (Signoles, 1985). En effet, « la Tunisie n'a pas échappé à la logique coloniale, qui aboutissait à organiser l'espace en fonction des besoins de la métropole ».[4] Tunis concentre alors toutes les décisions de commandements ainsi que toutes les succursales, agences ou filiales de groupes industriels étrangers, « C'est dire que Tunis, et Tunis seule, monopolise la transmission de la décision économique » (André Metral, 2003). A l'indépendance on observe un « « volontarisme industriel décentralisateur

---

[1] Lojkine, 1977, p. 147.
[2] Conférence du 4 avril à l'ENS : « Les enjeux sociaux-économiques des révolutions arabes »
[3] Najem Dhaher, L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation, 2010
[4] André Metral, Forces centrifuges et forces centripètes autour de la métropole tunisoise. Les entrepreneurs locaux, acteurs de la localisation industrielle, 2003

avec comme objectif le rééquilibrage du territoire » (André Metral »). Cependant cette politique « s'est soldée par un réel échec »[1]

« A partir de 1987 [Date d'arrivée au pouvoir de Ben Ali], de grands changements ont touché le pouvoir. Le nouveau gouvernement a opté pour une politique franche d'ouverture économique et d'intégration mondiale » (Najem Dhaher). Cela s'est traduit par l'adoption du plan d'ajustement structurel en 1986, l'adhésion au GATT en 1990, la signature d'accords avec l'OMC en 1994 et la création d'une Zone de Libre-échange avec l'Union Européenne en 1996. Concrètement ces mesures ont impliqué « un démantèlement du dispositif de production étatique, une stimulation de la compétitivité des entreprises tunisiennes et une privatisation des entreprises publiques. » (Najem Dhaher)

« Dès lors, les finalités et modalités du développement économique et de l'aménagement du territoire en Tunisie ne peuvent plus se concevoir en dehors de ce cadre. Elles obéissent à une logique libérale de pleine concurrence « sous contrôle »[2] étatique. C'est ce « cadre » qui amplifie les disparités entre territoires, à l'échelle nationale tunisienne mais également, et c'est ce qui nous intéresse ici sur le territoire tunisois. Dans un morceau de rap devenu un des symboles de la révolution, le rappeur El General chante : « Vous appelez la Tunisie « la verte » mais vois, Président, elle est devenue un désert coupé en deux blocs »[3].

Le constat est là, la Tunisie est marquée par un développement à deux vitesses, basé sur le système économique néo libéral. L'accès au logement est devenu de plus en plus compliqué pour les populations les plus pauvres. Les organismes de crédit public pour le logement comme le FROPROLOS qui accordaient des prêts immobiliers à des taux très intéressants pour les plus nécessiteux ne s'occupent dorénavant que des populations solvables et travaillent sur du logement de standing. Le « désengagement total de l'Etat à laisser faire les promoteurs »[4]. Certains territoires sont privilégiés d'autres sont marginalisés, et lorsque les populations des territoires marginalisés se révoltent celles-ci sont violemment réprimées comme ce fut le cas dans le bassin minier de Gafsa en 2008. Le régime autoritaire vient alors aider le système économique capitaliste par le biais de la répression, « Ben Ali est

[1] Mustapha Ben Letaief, les politiques urbaines en Tunisie, 2008
[2] Habib Dlala, L'émergence métropolitaine de Tunis dans le tournat de la mondialisation, 2011
[3] http://www.youtube.com/watch?v=Q3tesjVIQGw
[4] Extrait de l'entretien avec Olfa Ben Medien.

le bras armé de l'économie libérale » selon les termes de Fathi Chamki porte-parole de Raid-ATTAC Tunisie.

« Le nouvel ordre spatial, qui privilégie les lieux les mieux situés, les activités et les secteurs les plus portés vers l'extérieur, est en train d'accentuer les déséquilibres régionaux, tout en créant de nouveaux problèmes environnementaux et territoriaux. La politique de métropolisation est devenue source d'iniquité et d'inefficacité (Davezies et Estèbe, 2007) »[1]. Mon travail préparatoire et mes recherches sur le terrain tendent à mettre en relief la responsabilité de cette politique de métropolisation dans le déclenchement de la révolution. Cette politique a rendu la situation socio-économique insoutenable dans les régions les plus défavorisées, celles-là même qui ont lancé le mouvement de contestation à partir du 17 décembre 2010.

[1] Najem Dhaher, L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation, 2010

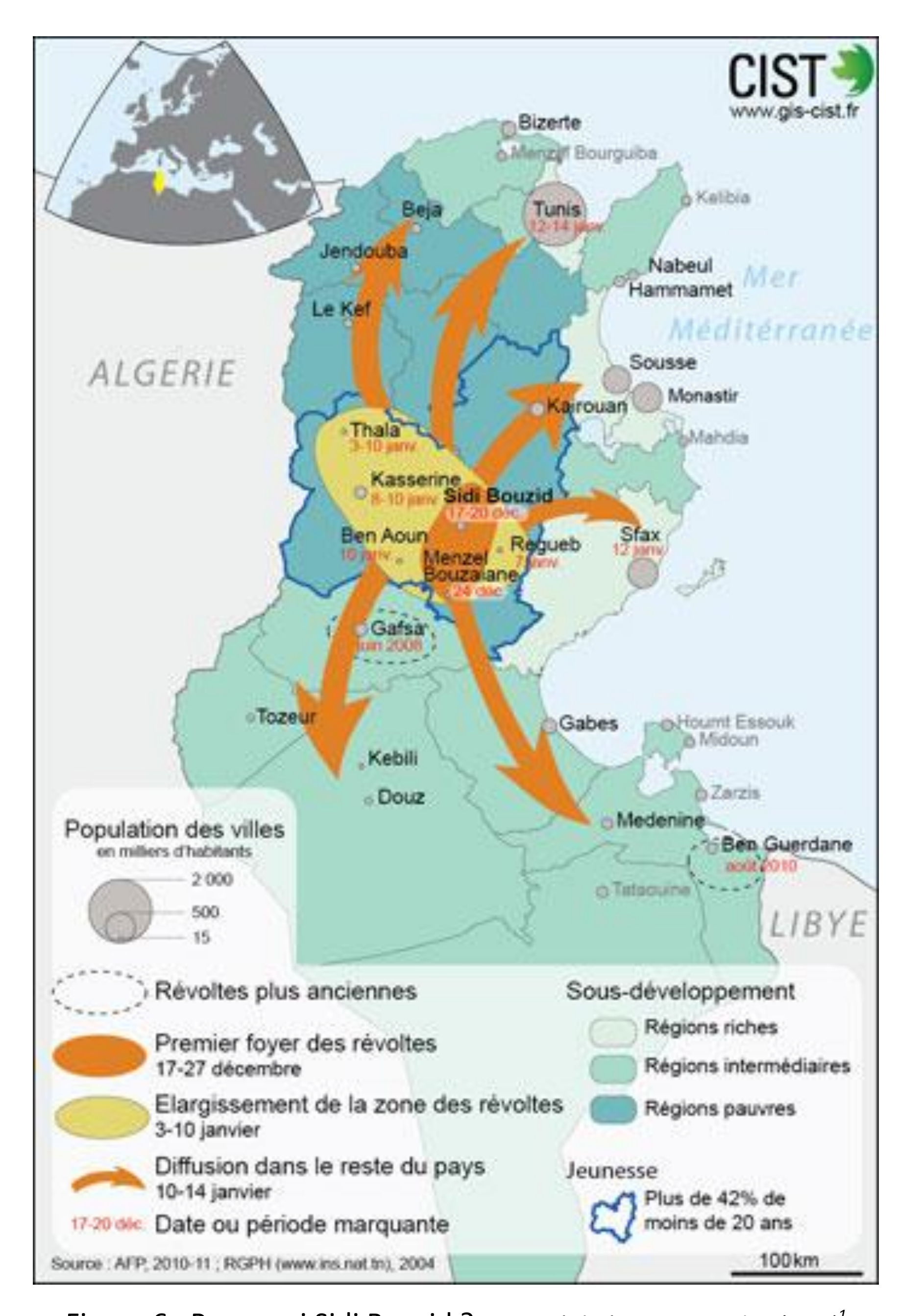


Figure 6 : Pourquoi Sidi Bouzid ? *Carte réalisée par Giraud T. (CIST)*[1]

L'objectif du processus de métropolisation est de hisser la capitale tunisienne au rang de métropole internationale avec un rayonnement au moins méditerranéen et d'intégrer la capitale tunisienne à L'Archipel Mégapolitain Mondial (O. Dollfus). Afin que Tunis soit « capable d'attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE), d'améliorer la compétitivité de l'économie tunisienne ». (Habib Dlala, 2007). Cela se traduit dans l'espace urbain tunisois par des espaces dynamiques aux attributs de l'internationalité

[1] http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geomedia/dossiers-du-cist/pourquoi-sidi-bouzid/

qu'Habib Dlala appelle la « zone métropolitaine centrale » et des espaces périphériques, qui participent à l'enrichissement de la zone centrale par la production, mais qui sont tenus à l'écart des retombées positives d'une telle logique.

Par quels mesures et outils passe ce processus de métropolisation ?

Chapitre 4 L'urbanisme d'un état autoritaire au service du processus métropolitain.

Dans ce contexte de forte croissance urbaine, de désengagement de l'état et d'insertion dans la globalisation économique on observe « une mutation des modes de gouvernance urbaine » (Ben Letaief, 2008). « La nouvelle stratégie urbaine tunisienne repose sur deux objectifs principaux : promouvoir la croissance économique par une insertion compétitive dans la globalisation ce qui implique une forte politique sélective de métropolisation d'une part, et préserver une cohésion spatiale et sociale d'autre part. » (Ben Letaief, 2008). Lorsque Ben Letaief parle de la cohésion spatiale et sociale, il évoque la fracture régionale tunisienne. Il semble que les décideurs de l'aménagement de l'espace soient conscients du décalage entre les « deux » Tunisie. Cependant l'action menée pour réduire cette fracture est bien maigre, c'est une politique de compensation qui est menée : On investit dans les espaces métropolitains et avec l'argent engrangé par ces espaces on en redistribue un part aux territoires marginalisés.

« Il est faux de dire qu'il n'y a pas eu d'investissements publics en dehors du littoral, mais ces investissements publics n'ont pas été assez performants. Ils n'ont pas été accompagnés des mesures nécessaires de valorisation des ressources humaines, à l'autonomisation des municipalités, c'est un peu comme si on versait de l'eau dans le sable. C'est une politique de compensation mais vue du haut, sans qu'il y ait réellement une mobilisation des collectivités locales et sans qu'il y ait vraiment émergence de pôles de développement au niveau de l'intérieur du pays »[1].

Mais aucune politique réelle de développement régional n'est menée, « en effet les espaces à l'écart des dynamiques métropolitaines connaissent un affaissement de leur tissu productif et dépendent de plus en plus des emplois publics »[2]. Il n'y a donc pas de création de pôles de développement économique dans l'intérieur du pays et il faut noter qu'en Tunisie le processus de privatisation des services publics et du désengagement étatique

[1] Extrait de l'entretien avec Henda Gafsi.
[2] Najem Dhaer, 2010.

réduit fortement le nombre d'emplois publics aggravant les taux de chômage de ces régions. « Ben Ali a toujours fait, que ce soit en urbanisme, en politique ou en économie, une vitrine, un écran qui cache la saleté de l'intérieur ».[1]

L'exemple du XIème plan de développement économique et social, planifié par le Ministère de l'Equipement et de l'Habitat en 1997 est encore plus parlant. Ce plan semble « opter pour des choix renforçant ces tendances de développement sélectif et différencié en préconisant une politique forte de métropolisation centrée sur les trois grandes villes de la bande côtière » (Ben Letaief, 2008).

Ces volontés de développement « suggérées », si ce n'est imposées par le FMI et la Banque Mondiale sont soutenues par le Ministère de l'Equipement et de l'Habitat. L'Etat autoritaire fort impose ses décisions et ne laisse pas de place à la consultation ou à la contestation d'un tel schéma de développement. « Par ailleurs, le modèle centralisateur, bureaucratique et autoritaire en matière de gestion du territoire entretient la marginalité du local malgré les transformations des contextes internes et internationaux, qui tendent à délégitimer ces modes de gouvernement. » (Ben Letaief, 2008) Le système néolibéral est alors prôné et défendu par un état autoritaire fort et hypercentralisé qui se méfie des initiatives et des pouvoirs locaux. Le mandat de Ben Ali semblait placé sous le signe de la « décentralisation » mais celle-ci n'existait que dans le discours. Selon Skander Ben Mami (2008) « cette déconcentration a apporté seulement des aménagements cosmétiques à la centralisation », on reste donc dans une gestion autoritaire du territoire où les décisions suivent un schéma de hiérarchie pyramidale du sommet à la base.

Les méga-projets urbain comme la « cité du siècle »[2] sont des projets parachutés qui « n'apporteront rien à la Tunisie et aux Tunisiens »[3], les promoteurs et bailleurs de fond sont Qataris ou Saoudiens et la clause du contrat est que le clan Trabelsi récupère l'argent de la vente des terrains nécessaire à ce projet. A ce propos les Tunisiens disent que « ben Ali a vendu le pays »[1]. De plus ces méga projets se négociaient et se dessinaient directement dans le bureau présidentiel, la décision du président était souveraine.

---

[1] Extrait de l'entretien avec Olfa ben Medhien.
[2] Projet d'urbanisme pharaonique financé par les pays du Golf avec pour objectif de bâtir une cité gigantesque avec les attributs de la modernité pour les étrangers aisés vivant en Tunisie.
[3] Extrait de l'entretien avec Olfa Ben Medhien le 23 février 2012.

L'Etat à travers les pouvoirs publics fait donc face à un double défi, d'une part « mettre l'accent sur les lieux les mieux situés pour faire face à la concurrence internationale » et d'autre part « veiller à ce que les différenciations économiques ne se transforment pas en distorsions sociales qui deviendraient insupportable »[1]. Ce jeu d'équilibriste entre développement de zones dynamiques et politique de compensation pour les zones déprimées tenait jusqu'à maintenant grâce au « Pacte de Sécurité » élaboré par Ben Ali. Ce pacte s'adressait « donc aussi bien à des groupes sociaux « établis », tels la classe d'affaires, les cadres du privé et les fonctionnaires de l'Etat, qu'à d'autres catégories sociales « déstabilisées » par l'ajustement et la libéralisation économique, telle la classe ouvrière née de l'industrialisation des années 1970 ». Ce pacte « consistait à faire accepter l'autoritarisme et la répressions par un accès relatif de la population à la modernité et à la consommation » (Béatrice Hiboux, 2011). Pourtant ce pacte qui voulait englober la totalité de la population n'a pas réussi à « inclure des « outsiders » sociaux, à l'instar des diplômés chômeurs et des catégories pauvres urbaines rurales (travailleurs de l'informel et petits agriculteurs). L'échec de ce pacte prend toute sa dimension quand on voit que la révolution a été déclenchée par ces « outsiders sociaux ».

Etude de cas : Spatialisation de la domination économique, l'avenue Habib Bourguiba.

L'avenue Habib Bourguiba est un témoignage de l'histoire ancienne et contemporaine de la Tunisie : Elle commence là ou finit la médina, c'est le lien entre le passé le présent et le futur, avec la gare TGM (Tunis Gammarth La Marsa) qui traverse le lac pour aller vers le nord de Tunis, le nouveau front d'expansion urbain. D'abord créée pour rejoindre la médina au port de Tunis par les Français dans un but commercial, elle prend le nom d'avenue de la Marine. Puis, marque de l'époque coloniale elle prend le nom d'avenue Jules Ferry. L'hégémonie française en Tunisie se traduit sur l'avenue par la construction d'un bâtiment « moderne et spacieux » en 1862, la résidence du gouverneur du protectorat. Aujourd'hui ce bâtiment est l'ambassade de France, et le terrain sur lequel il est construit appartient à la France. C'est la seule ambassade située sur l'avenue, c'est aussi la plus grande des ambassades étrangères. En face, en 1897 est construite l'imposante cathédrale de Saint-Vincent-de-Paul, « ainsi le religieux fait pendant au politique ». « En 1900 l'avenue se pare d'une statue monumentale de Jules Ferry sur un piédestal, à ses pieds la Tunisie

[1] Extraits du rapport du SNAT (Schéma National Aménagement du Territoire) de 2002.

représentée par une femme habillée de « malia », lui tend une gerbe de blé, symbolisant les richesses du pays »[1]. A l'autre bout de l'avenue faisant face à celle de Jules Ferry, c'est une statue du cardinal Lavigerie tenant une bible et une croix qui est installée en 1930. La domination française laisse alors des traces dans l'espace public urbain tunisois.

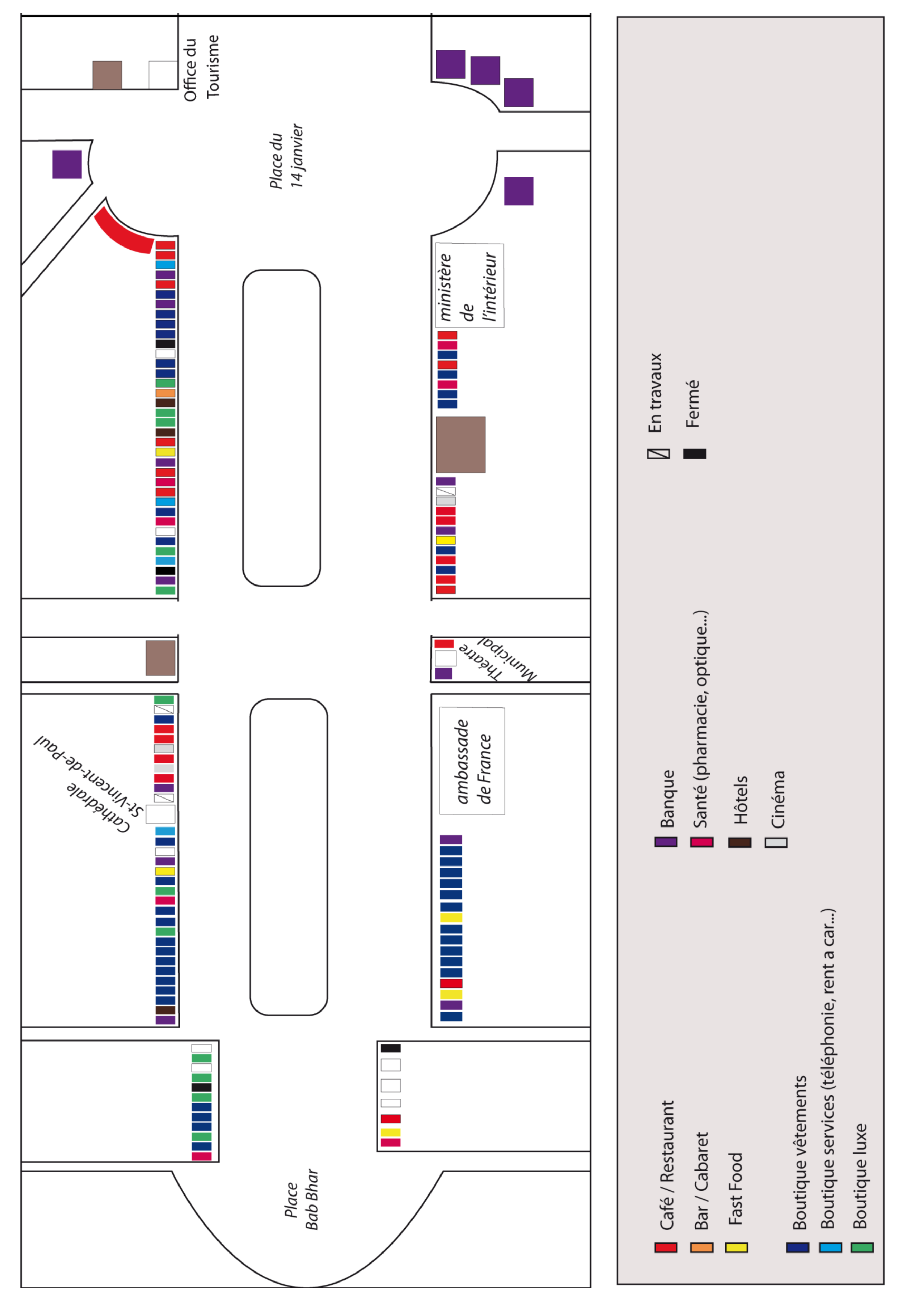
A l'indépendance on déboulonne les deux statues, elles sont remplacées par celles d'Ibn Khaldoun et de Bourguiba, le héros de l'indépendance. L'avenue est d'ailleurs rebaptisée avenue Habib Bourguiba. A la prise de pouvoir de Ben Ali en 1987, il n'ose pas renommer l'avenue mais il enlève la statue de Bourguiba et la remplace par l'actuelle horloge, symbole de l'heure du « changement », et la place de l'Afrique ou se tenait la statue de Bourguiba est renommée place du 7 novembre 1987.

L'avenue se caractérise par la prédominance du tourisme, trois imposants édifices parmi les plus haut de Tunis sont érigés : L'hôtel International, l'hôtel Africa et l'hôtel du Lac. L'office du Tourisme quant à lui se localise sur la place 14 janvier, ex place 7 novembre. L'avenue rassemble les symboles du pouvoir, l'horloge centrale de la place, le ministère de l'intérieur, et un peu plus loin au Nord on voit dépasser l'imposant bâtiment du siège du RCD, ancien part de Ben Ali. La place ex 7 novembre concentre des bureaux et des sièges sociaux de banques.

Les bâtiments politiques ne sont pas concentrés sur l'avenue Habib Bourguiba, mis à part le Ministère de l'intérieur le reste des ministères se trouve autour de la place Kasbah. La Kasbah désigne la place du gouvernement où se font face le ministère des finances et le premier ministère, autour de la place sur le boulevard Bab Benat et sur la rue du 2 mars 1934 sont localisés les ministères de la Culture et de la sauvegarde du patrimoine, de l'Education, des Affaires religieuses, et de la Défense Nationale, de la Justice. Sur cette place trône également l'imposant bâtiment de la municipalité de Tunis. Cette concentration de bâtiments de pouvoir a été voulue par les Français afin dans un premier temps de s'extirper des ruelles sinueuses de la médina mais aussi pour surveiller la médina étant donné que ce quartier est limitrophe à la médina.

[1] Extraits issus de Z.A.T, penser la ville artistiquement, N°2, Mai 2011.

Figure 7 : Transect de l'avenue Habib Bourguiba. (Réalisé par observation sur le terrain)



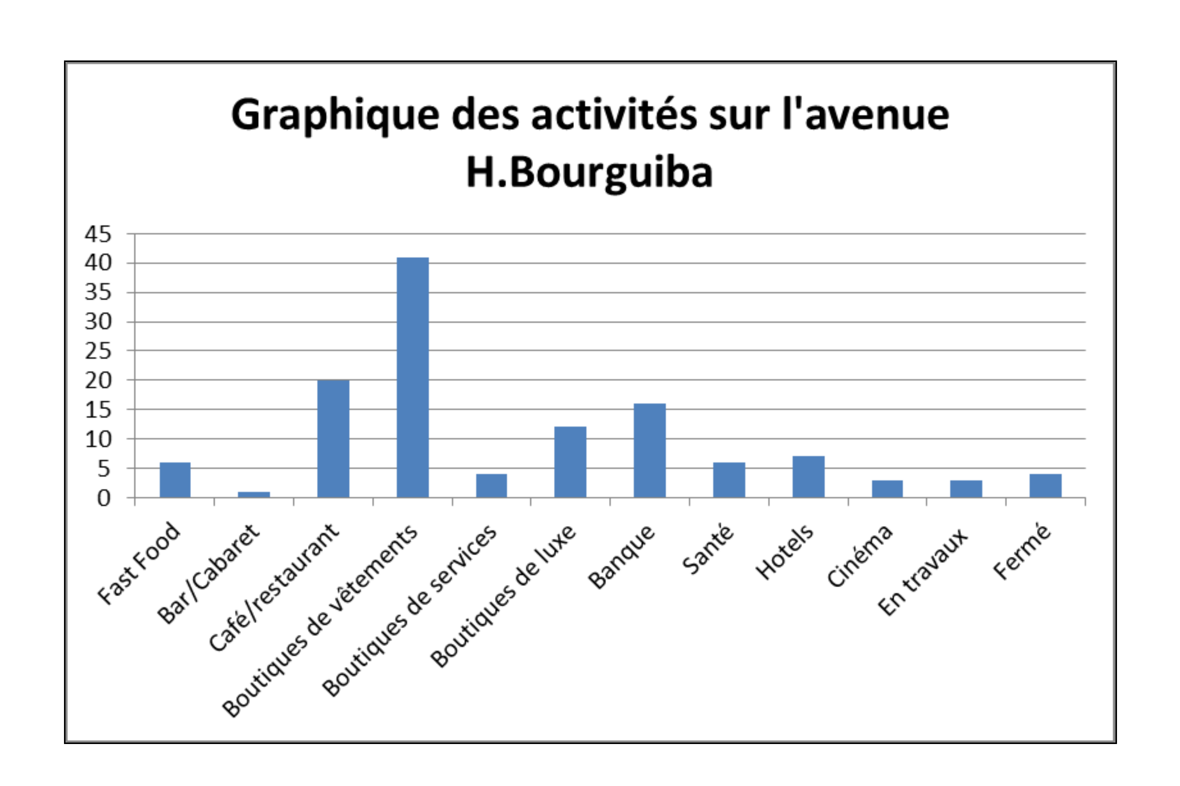


Figure8 : Répartition des activités sur l'avenue Habib Bourguiba.

L'avenue est composée principalement de boutiques de vêtements, de cafés et de restaurants, de boutiques de luxe et de banques ainsi que de fast-food, de boutiques de produit manufacturés, de quelques cinémas, de boutiques de service, de pharmacies, et d'hôtels. Il n'y a aucun service public sur l'avenue et relativement peu de lieux culturels (quelques cinémas et le théâtre municipal). Nous sommes bien dans le cas d'une avenue issue du néo libéralisme qui privilégie la consommation. Il est à noter qu'il n'y a qu'une seule petite mosquée sur l'avenue, héritage de la colonisation mais aussi de la chasse aux islamistes qui légitimait le régime autoritaire de Ben Ali.

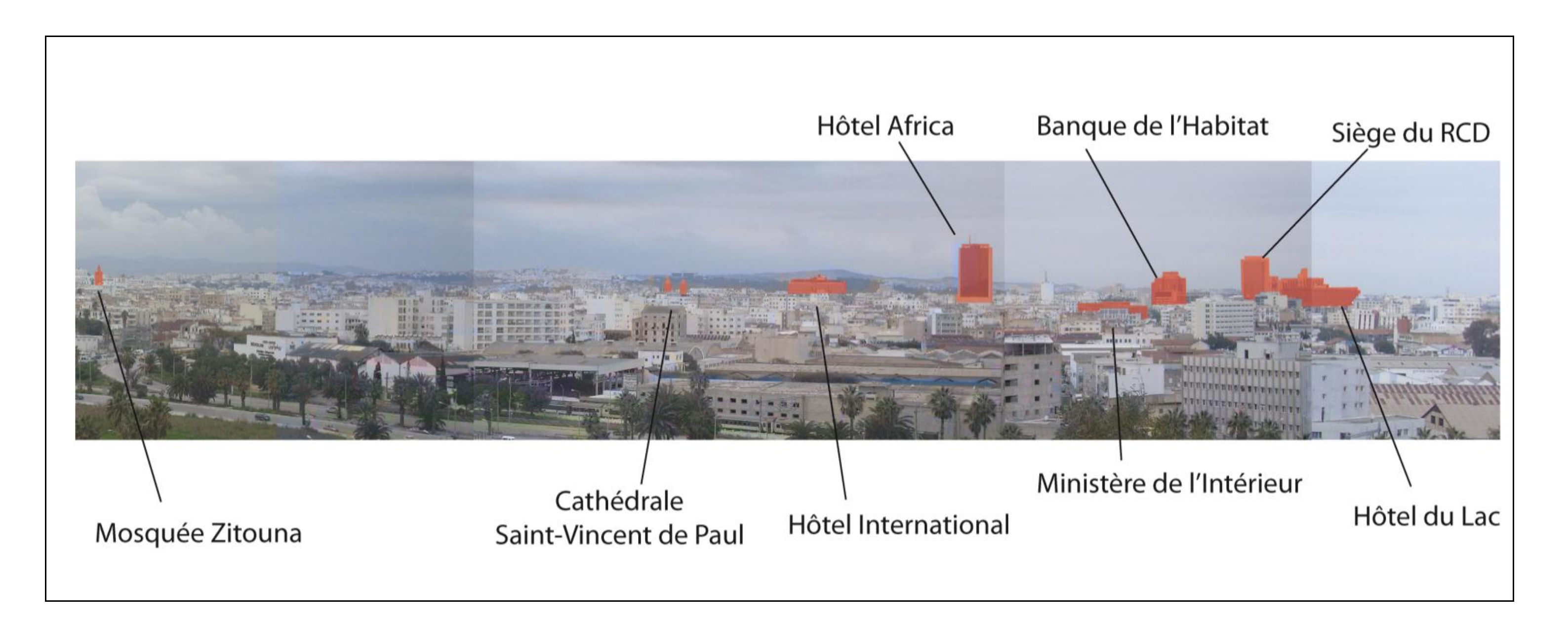


Figure 9 : Analyse morphologique de l'avenue Habib Bourguiba.

L'analyse morphologique de l'avenue montre que parmi les 8 bâtiments les plus hauts, 3 sont des hôtels de tourisme, 2 sont des symboles du pouvoir (le siège du RCD, le ministère de l'intérieur, et on voit même émerger le bout de l'horloge de ben Ali), 2 sont des bâtiments de culte (Islam et chrétienté), enfin le dernier bâtiment est une banque, La Banque de l'Habitat. Cette banque est la 3ème du pays, son capital est détenu à 58.2% (site officiel de la BH) par l'Etat Tunisien. En septembre 2011, le tribunal de première instance de Tunis a ouvert une enquête sur cette banque, les dirigeants ont été interdits de sortie du territoire. Ils auraient alloués des crédits très avantageux à la famille Ben Ali.[1]

La conclusion de cette partie est que les projets d'aménagement du territoire sont décidés et diffusés par le haut, sans approche participative. La collusion entre le pouvoir politique autoritaire et le système libéral est alors visible, le libéralisme impose des règles des lois et des stratégies spatiales et l'état autoritaire les applique et les fait respecter par la force. Il y a un vide au niveau des politiques urbaines, les projets urbains qui sont en théorie conçu dans « l'harmonie et la cohérence »[2] de la ville dans son ensemble sont en fait menés au cas par cas selon la volonté du président. Les appels d'offre sont tronqués, ce sont les membres du clan Ben Ali-Trabelsi qui raflent tous les projets, de la conception à la construction.

[1] Actutunisie.com, publié le mercredi 21 septembre 2011.
[2] Extraits du rapport du SNAT (Schéma National Aménagement du Territoire) de 2002

On assiste alors à une concentration des opérations d'aménagements vers les espaces les plus dynamiques et aux potentialités de croissance les plus grandes. Dans ce contexte l'impératif d'efficacité « tend à supplanter le dogme du développement équilibré du territoire » (Ben Letaief, 2008) »[1]. De plus, « le libéralisme économique renforce la polarisation spatiale » (André Metral, 2003) accentuant le phénomène d'inégalités entre les territoires.

Spatialement, cela se traduit par la volonté de redéfinir la centralité de Tunis, cette centralité tend à glisser de l'Hypercentre (Avenue Habib Bourguiba – délégation Bab Bhar) vers le nord-est avec les Berges du Lac où l'on observe « un recentrage des activités tertiaires et ludiques près du plan d'eau »[2]. Sous Ben Ali « l'essentiel du débat sur la ville porte sur le devenir de la centralité et les relations centre-périphérie, la construction d'une image contemporaine ouverte et attractive, le rôle majeur des nouveaux grands projets et la restructuration/intégration des quartiers populaires et péri-urbains spontanés à la ville. »[2]. L'échec de l'intégration des quartiers populaires à la ville est une des causes de la révolution.

Il est aussi intéressant de noter que le siège du RCD, avenue Mohammed V se trouve dans le quartier des banques, encore plus symbolique : il se trouve en face du musée de la monnaie et de la banque centrale de la Tunisie.

On peut ainsi reprendre le questionnement de Najem Dhaher : « Ainsi organisé, l'espace géographique de la Tunisie sert-il aujourd'hui à améliorer le bien-être du citoyen tunisien, ou bien est-il simplement voué à satisfaire les demandes des investisseurs privés, nationaux ou extérieurs ? »

« L'aménagement à géométrie variable et l'action différenciée préconisés sont peut-être inévitables, ils risquent cependant de cultiver les sentiments d'inégalités et de frustration des habitants de nombreuses petites et moyennes villes de l'intérieur. Il apparaît donc nécessaire de les manier avec une grande précaution. L'équation, il est vrai, est très

[1] Najem Dhaher, L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation, 2010

[2] Leïla Ammar, L'espace public comme enjeu du projet urbain. Tunis, Grands projets et débats en cours sur la ville, 2008.

difficile ». Cet extrait de la conclusion de l'article « les politiques urbaines en Tunisie », de Mustapha Ben Letaief, écrit en 2008 semble prémonitoire. En effet la fracture dans l'armature du territoire tunisien entre un intérieur délaissé et un littoral dynamique est, selon mon analyse le point de départ de la vague de contestation déclenché le 17 décembre en Tunisie à Sidi Bouzid.

Nous allons donc maintenant voir s'il existe des liens entre l'expression spatiale de la révolution et la logique spatiale capitaliste.

.

FORMES SPATIALES DU CAPITALISME ET FORMES SPATIALES DE LA REVOLUTION : DES LOGIQUES SPATIALES EN TENSIONS.



[1]

Nous avons pu voir précédemment que les formes spatiales du capitalisme se caractérisaient par une organisation en centre et périphérie, en territoires hiérarchisés et spécialisés, marqués par l'inégalité. Inégalité entre les centres, qui concentrent les espaces de décisions politique et économique, de loisirs, de connaissances et d'habitat de haut standing et les périphéries qui concentrent quant à elle les espaces de production, les populations salariées les plus pauvres et de l'habitat collectif de type cité dortoir ou de l'habitat spontané informel.

L'organisation spatiale capitaliste instaure également une hiérarchie entre les territoires, la création de « singularités culturelles locales », des espaces vitrines intégrés à la mondialisation au détriment d'espaces marginalisés qui concentrent les populations les plus pauvres. La fracture régionale est maintenant mise en lumière, des colloques sur l'équité territoriale ont été organisés et comme dit Olfa Ben Medhien : « [Après la révolution] on a découvert ce déséquilibre, on savait qu'il y en avait un, mais on ignorait que l'intérieur souffrait autant ». La fracture urbaine a également été mise en évidence, « Il y aussi la question de l'amélioration des conditions de vie et du cadre bâti dans les villes de l'intérieur,

[1] Graffiti photographié dans une rue de Tunis. Sebsi est le premier ministre du deuxième gouvernement transitoire, trabelsi est le nom du clan allié de Ben Ali.

et ça on l'a reçu avec la révolution. Enfin on n'a pas découvert la pauvreté urbaine mais disons que là on n'a pas pu se fermer les yeux, c'est énorme »[1]

Avec le développement de l'économie néo libérale de marché, on voit également apparaître des morceaux de villes dans la ville (« gated communities », centre d'affaires, zones industrielles, bidonvilles etc…). La composition territoriale est alors éclatée et la spécialisation entraîne l'hétérogénéisation des territoires.

Dans cette logique capitaliste les investissements de capitaux se concentrent dans des mégaprojets urbains (« cité du siècle »), dans la valorisation des hyper-centres : le but étant de faire du centre-ville de Tunis un pôle commercial du tertiaire avec du résidentiel de haut standing. Dans ces nouvelles formes d'urbanismes les populations les plus pauvres sont délogées et poussées vers les marges de la ville.

Ces marges forment des territoires périphériques qui concentrent le chômage, pendant la révolution ce sont ces territoires qui ont concentré la contestation. « Une géographie politique et économique rapide de la Tunisie, montre que la carte des disparités socio-économiques se superpose sur la carte contestataire de ces dernières années. »[2]

Dans cette dernière partie nous verrons en quoi les logiques spatiales de la révolution rentrent en conflit avec celles du capitalisme. Nous verrons également s'il existe des liens entre l'expression spatiale de la révolution et les formes spatiales du capitalisme.

Chapitre 5 : L'organisation spatiale capitaliste ferment de la révolution ?

La fracture régionale tunisienne est un des déclencheurs de cette révolution, à l'échelle de la ville nous observons également une fracture urbaine, née de l'organisation spatiale capitaliste. Cette fracture urbaine s'illustre spatialement par le schéma centres et périphéries. Dans la logique capitaliste ces deux types d'espace sont complémentaires, le centre représente la tête et la périphérie les bras. Cependant cette relation est loin d'être harmonieuse et entre au contraire en opposition.

[1] Extrait de l'entretien avec Henda Gafsi.
[2] Amin Allal, *Révoltes des marges et des ``marginalisés`` en Tunisie. De 2008 à la fuite de Ben Ali*

Une organisation centre périphérie….

Etude de cas : Deux espaces, le décalage urbain en image. Un espace vitrine en périphérie, les berges du lac et un espace marginalisé le quartier central de Jbal Larmar.



Figure 10 : Image satellite du quartier des Berges du Lac. Googlemaps.

Ce quartier fait partie du nouveau centre de Tunis, sa conception symétrique et son plan orthogonal nous montre la construction relativement récente de ce quartier, début des années 90. Ce lieu concentre 6 ambassades, 13 sièges sociaux de banques, les directions générales de grands groupes nationaux et internationaux comme Ericsson, Gap, Kodak, Siemens….

Cet endroit est aussi un espace de loisirs avec des bowlings et un parc d'attraction. C'est aussi un lieu touristique avec la présence de grands hôtels de tourisme (Cleopatra Resort Hotel). Le reste du bâti est du logement de haut standing pour les populations riches (67.9 % des acquéreurs particuliers appartiennent à la catégorie des patrons selon les résultats de PA BARTHEL, 2006). C'est l'espace vitrine, internationalisé et intégré à la mondialisation par excellence.

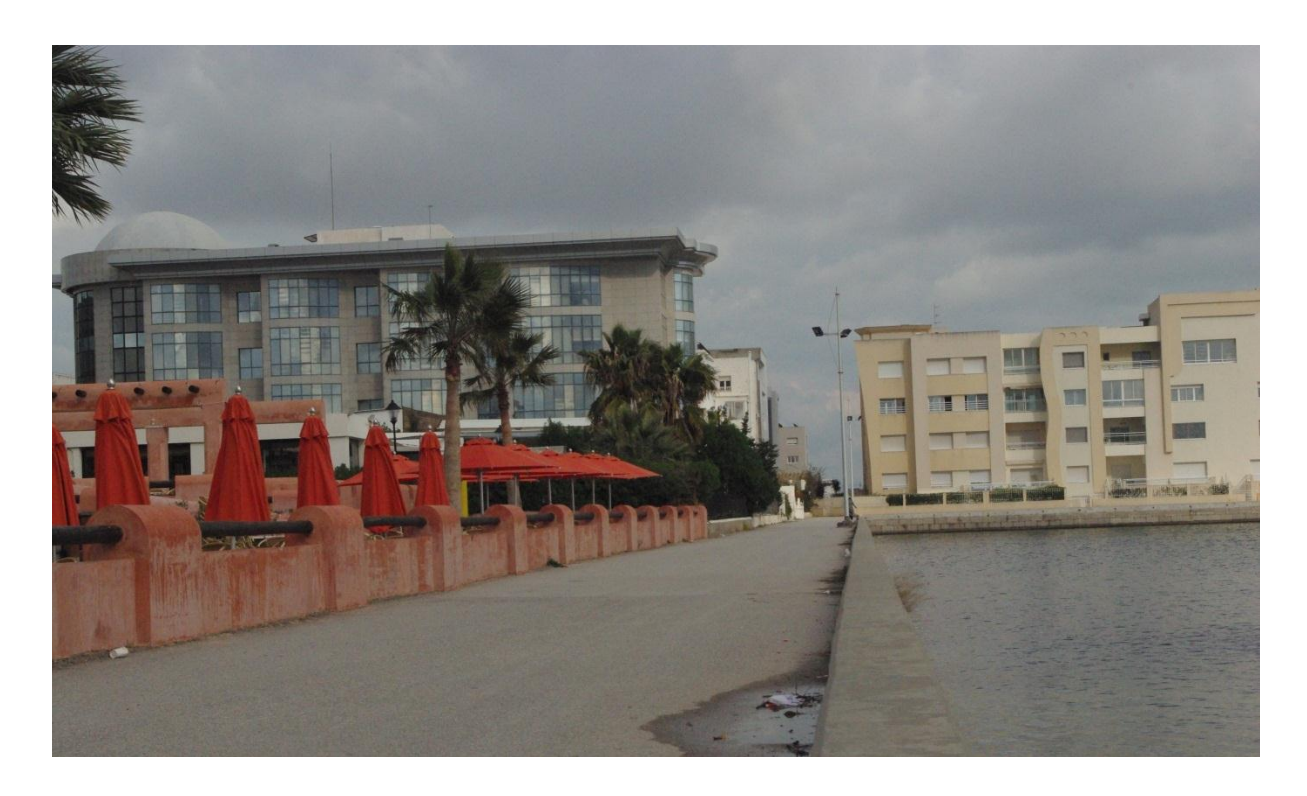


Figure 11 : Photos des Berges du Lac, Janvier 2012

Sur cette photographie nous pouvons observer une promenade au bord du lac de Tunis, de grandes terrasses de café avec des décorations semblable à Disneyland, des artères très propres, un décor occidentalisé qui cible « la bourgeoisie émergente de la Tunisie » (PA Barthel).

Ce quartier est également caractérisé par une mise en scène de la richesse et un hétéroclisme architectural voulu par le promoteur SPLT (Société de promotion du Lac de Tunis). Au final le prix du foncier dans ce quartier est le plus élevé de la capitale, il égale le prix des rares terrains vacants de l'hypercentre. Dans ce nouveau centre tout est aménagé pour la voiture – signe extérieur de richesse.



Figure 12 : Image satellite du quartier de Jbal Larmar.

Jbal larmar (délégation d'El Omran) est considéré comme un des quartiers les plus pauvres de Tunis, cependant ce n'est pas un quartier périphérique, il est spatialement intégré à Tunis et borde le grand parc du Belvédère. Ce quartier est néanmoins un quartier périphérique dans le sens qu'il n'est pas intégré à la mondialisation.

L'image satellite nous montre un quartier relativement anarchique, en effet de nombreuses constructions sont illégales, on ne peut pas non plus parler de bidonvilles, les constructions sont en dur mais ne suivent pas de plan d'aménagement, on parle d'habitat spontané. L'endroit est enserré par des friches : au nord il y a une décharge et sur la marge à l'est il y a la frontière du parc du Belvédère où jouent les enfants.

Ce quartier est seulement composé d'un lycée et d'une école, aucun autre bâtiment public n'y est installé. Il n'y a également aucun bâtiment décisionnel ou administratif. Il n'y a pas non plus d'espace vert ou d'espace public en tant que tel.

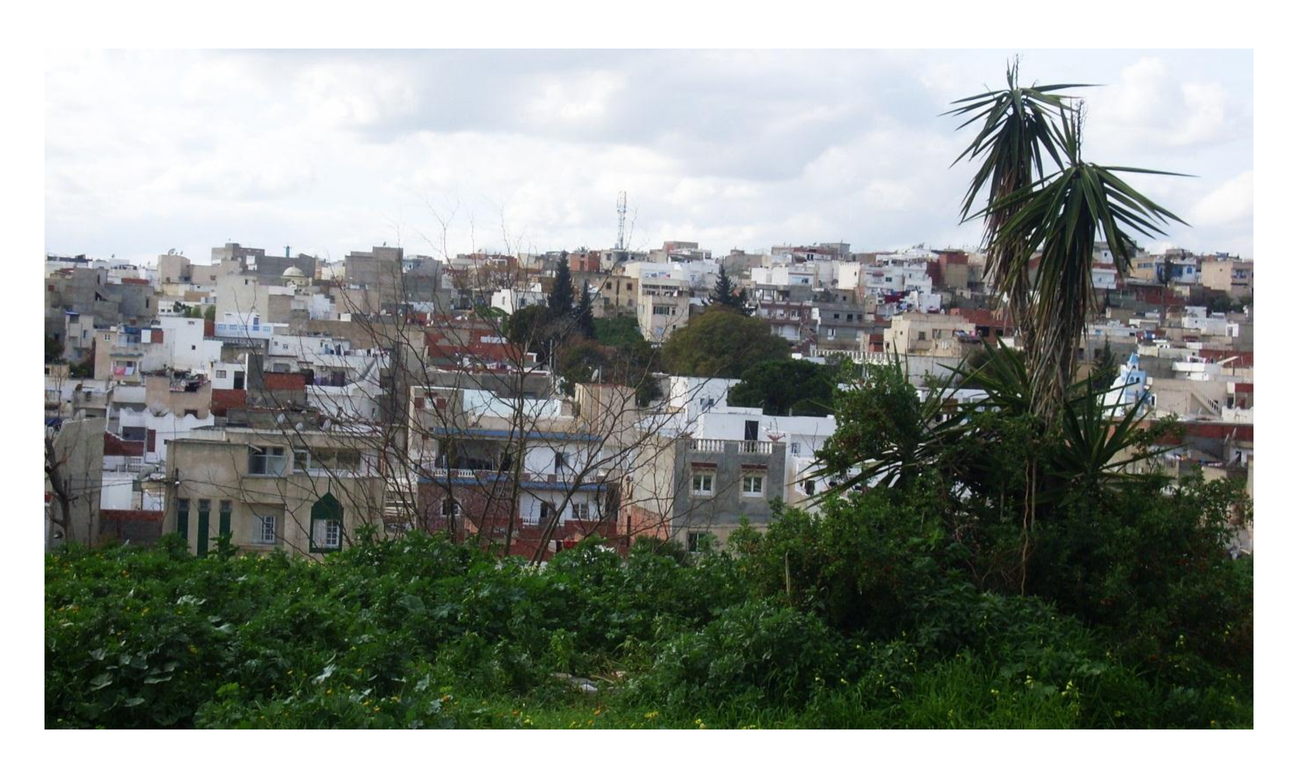


Figure 13 :Photo du quartier de Jbal Larmar, janvier 2012

On observe de l'habitat spontané, mais en dur, qui ne dépasse pas 2 étages. Ce quartier à très mauvaise presse à Tunis, on parle de « quartier dangereux », de « favella», et même les tunisois n'osent pas y entrer. La réalité est moins extrême, ici sont installées des familles issues de l'exode rural, certaines possèdent encore des moutons qu'ils font paître dans les friches alentour et sur la bordure ouest du Parc du Belvédère, il y a également des poules qui picorent dans la décharge à ciel ouvert. Nous sommes bien dans un quartier périphérique à la mondialisation, le taux d'équipement est faible, les infrastructures peu nombreuses, la population reste relativement pauvre, il y a peu de boutiques et le quartier est ségrégué par le réseau de transport, les stations de métro sont à ses frontières mais le réseau ne rentre pas dans le quartier.

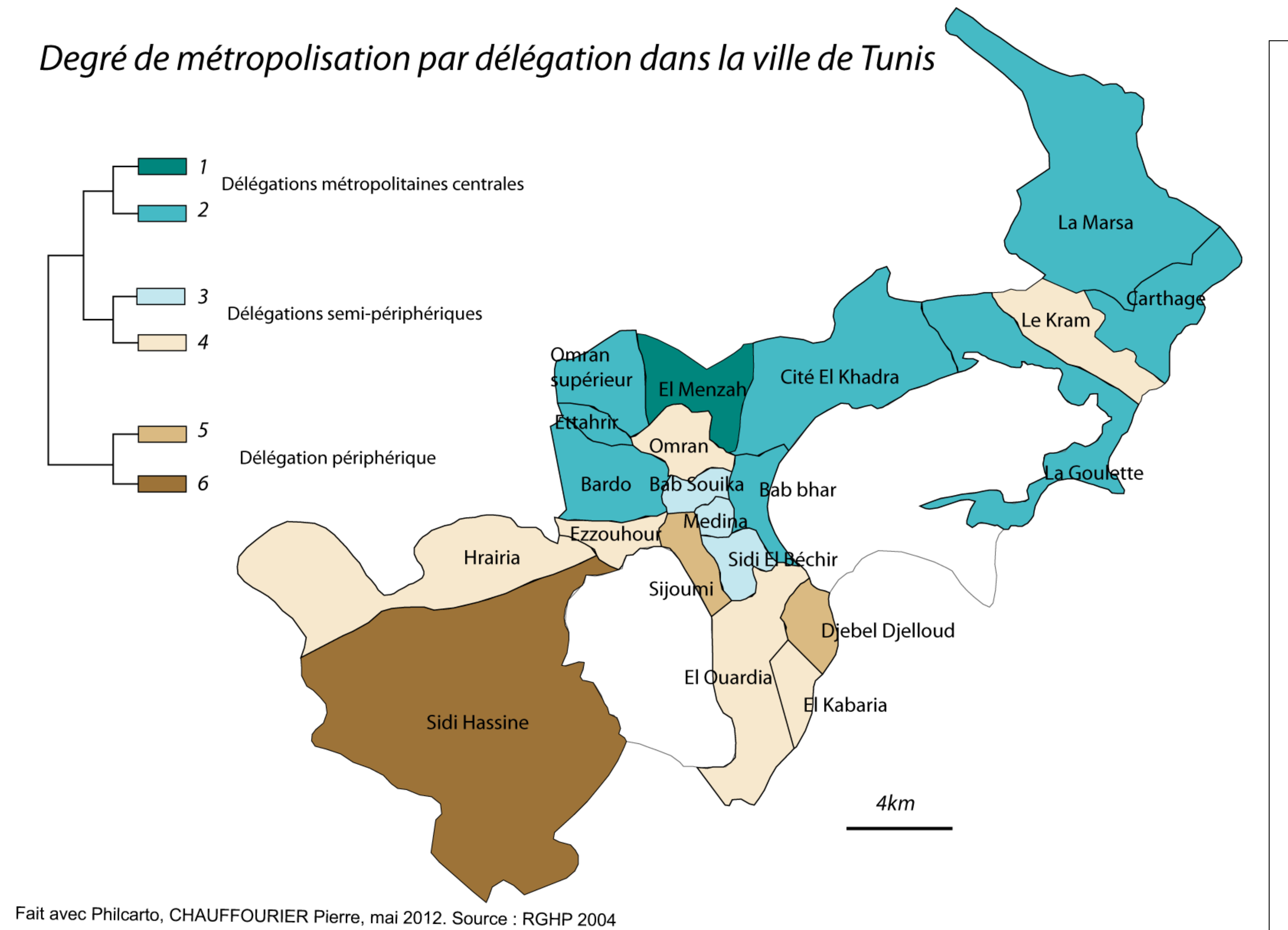
Lors de la période révolutionnaire le quartier de Jbal Larmar a été très actif, une vidéo de son comité de vigilance à même circulé sur la toile. On y voit de nombreux jeunes armés de bâtons et de longs couteaux, ils chantent et ils dansent et interpellent la caméra: « Regardez, nous ne sommes pas dangereux! Nous vous aimons, nous défendons notre quartier et notre pays! Nous sommes fiers d'être Tunisiens! ». A contrario je n'ai rien trouvé lors de mes recherches sur une quelconque activité révolutionnaire dans le quartier des Berges du Lac, et même plus largement dans les quartiers aisés. Soit les habitants de ces quartiers n'ont pas participé à la révolution, soit comme j'ai pu le vérifier grâce à quelques

entretiens avec des habitants des banlieues aisées nord ils ont participé à la révolution mais dans un autre espace (soit en fonction de leur corps de métier, ou en rejoignant le centre-ville etc…)

Nous allons maintenant voir la spatialisation de ces deux types d'espaces à travers une cartographie des territoires selon leur degré d'intégration à la mondialisation. Cette carte reprend plus ou moins la méthode de la carte « Synthèse : les trois Tunisies »[1] réalisée par T. Giraud du laboratoire de recherche Collège International des Sciences du Territoires.

[1] http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geomedia/dossiers-du-cist/2-les-inegalites-regionales-en-tunisie/2-4-synthese-les-trois-tunisies/

Figure 14 : Cartographie du degré de métropolisation par délégation dans le gouvernorat de Tunis



Cette carte à été réalisée avec une CAH (Classification à Ascendance Hierarchique) composée des variables suivantes : taux de chômage, taux d'analphabetisation, part des jeunes de moins de 19 ans, de la part des actifs avec un diplôme du supérieur, de la part des actifs sans instruction, de la part des ménages ayant au moins un téléphone, un ordinateur et une voiture ainsi que de la part des foyers ayant une salle de bain. Cette CAH prend en compte 88% de la variance.

Les délégations métropolitaines centrales de type 1 se caractérisent par une proportion très élevée de l'equipement (salle de bain, ordinateur et téléphone portable, voiture) et des actifs diplômés du supérieur, et correlativement par un déficit important des des analphabètes et des chômeurs et une sous representation des jeunes de moins de 19 ans. La classe 2 présente quasiment le même profil que la classe 1, si ce n'est que ces sous representations et sur representations sont plus modérées.

Les délégations semi périphériques de classe 3 se caractérisent par une sous representation des jeunes, des actifs diplômés du supérieur et des équipements. La classe 4 quant à elle se caractérise par une faible sur representation des jeunes, des analphabètes, des chômeurs et des actifs sans instruction, et corrélativement par un léger déficit en terme d'équipements et d'actifs diplômés du supérieur.

Les délégations périphériques de classe 5 se caractérisent par une faible sur-representation des jeunes, une très forte sur-representation des chômeurs et des analaphabètes ainsi que des actifs sans instruction. Corrélativement la classe 5 se caractérise par une forte sous representation des équipements et des actifs diplômés du supérieur. Quant à la classe 6 elle se caractérise par une très forte sur-representation des jeunes de moins de 19 ans, ainsi que d'une sur representation des analphabètes et des actifs sans instruction. Corrélativement la classe 6 est caractérisée par un faible taux d'équipement et d'actifs diplômés du second degré.

Cette carte nous montre spatialement la structuration du gouvernorat de Tunis consécutive à la logique spatiale capitaliste. Des centres et des périphéries, la délégation de Bab Bhar est le centre historique, symbolique et de la création de richesses dans les services, la délégation d'El Menzah est le centre résidentiel des classes aisées, la délégation de la cité

el khdara quant à elle est le centre de la création de richesses (aéroport, zone industrielles, mais aussi le quartier des Berges du Lac). En face les délégations de Sidi Hassine et de la Hrairia, des délégations aux taux d'urbanité moins fort que les autres délégations, ce sont les territoires intérieurs périurbains et encore à minima agraires qui représentent les marges urbaines, la frontière en gradient entre urbain et rural. On voit apparaître aussi une petite couronne industrielle avec Omran, Ezzouhour, Sidi El Bechir, Djebell Djelloud.

…En tension

Selon Rafik Souidi dans un article paru dans Kapitalis en juin 2011, « Si la révolution tunisienne a été déclenchée par les régions dites de l'intérieur, injustement défavorisées depuis l'indépendance, elle a donné le coup de grâce au régime dictatorial et mafieux lorsque les quartiers populaires de Tunis se sont embrasés le mardi 11 janvier ».

Extrait de « La fracture urbaine, ferment de la révolution tunisienne », par Rafik Souidi paru dans Kapitalis.fr le 18 juin 2011.

L'axe de résistance Ettadhamen et Intilaka

Avec Ettadhamen et Intilaka c'est toute la banlieue ouest paupérisée du Grand Tunis qui s'est soulevée et cela concerne une population d'environ un million d'habitants vivant, dans sa très grande majorité, près du seuil de pauvreté aux frontières des quartiers privilégiés des Manar.

Il est à noter que cette ville dans la ville qu'est devenu Ettadhamen-Intilaka est majoritairement peuplée d'habitants originaires des régions défavorisées. En effet l'exode régional intense vers la capitale qu'a connu le pays depuis l'indépendance a accumulé ces populations aux revenus modestes dans ces quartiers populaires qui ont alors connu une croissance exponentielle. Il ne s'agit pas de bidonvilles mais de cités dortoirs dépourvues d'activités économiques conséquentes et insuffisamment équipées en services de base, sans oublier la vétusté de l'habitat et la laideur architecturale qui y prévalent. Quant à la densité effective de la population elle y est probablement comparable à celle de la bande de Gaza qui détient le record mondial en la matière…

Bouselsela et Kram-Ouest embrasent la banlieue nord

L'ironie de l'histoire voulue que deux quartiers populaires paupérisés se soient développés dans la banlieue nord privilégiée de Tunis, à proximité des lieux de résidence de l'ex-président et de son clan: le quartier de Bouselsla, entre Gammarth et la Marsa, et le quartier du Kram-Ouest, à proximité de Carthage. Les batailles rangées quotidiennes avec la police y ont fait de nombreuses victimes par balles réelles mais il devenait plus que probable que les habitants de ces quartiers allaient tôt ou tard rompre les lignes des forces de l'ordre et attaquer en masse les palais présidentiels de Carthage et de Sidi Dhrif... d'où la fuite du 14 Janvier.

Bien entendu, c'est tout un pays qui s'est soulevé du nord au sud et la manifestation de cols blancs de l'avenue Bourguiba, le même jour, est des plus méritoires, de même que la grève générale de Sfax, mais ce sont en définitive les quartiers populaires qui ont été décisifs dans le sort final de la bataille.

Kapitalis.fr

typologies de quartiers pauvres, d'abord les quartiers qui sont une « ville dans la ville ». Et des quartiers pauvres « intégrés » dans des territoires riches et dynamiques qui ont trouvé de l'espace pour se développer dans les interstices de ces territoires.

Ces quartiers périphériques paupérisés aux populations issues de l'exode rural sont le revers de la médaille du processus de métropolisation. Ce sont les « coulisses » des espaces vitrines, ici vivent ceux qui sont tenus éloignés des retombées positives d'un tel processus. Ce sont encore ces populations, dans ces territoires périphériques qui ont amené la révolution sur le terrain tunisois. Nous allons maintenant analyser ces territoires grâce à une série de cartes afin d'établir une corrélation entre ces quartiers et la révolution.

Pour ce faire nous allons comparer une cartographie du chômage dans le Grand Tunis et une carte des affrontements violents avec le pouvoir toujours sur le territoire du Grand Tunis. J'ai choisi de représenter le taux de chômage car c'est la revendication majeure de la révolution tunisienne comme en témoignent ces quelques slogans scandés pendant la révolution : « Citoyens chômeurs participez à la révolution », « L'avocat et le chômeur ensemble pour la révolution », « Emploi, Liberté, Dignité, Citoyenneté », «Oui à l'espoir, oui au travail »[1]…

[1] Ces slogans sont extraits d'une collection de slogans paru dans « Dégage, la révolution tunisienne », éditions du Layeur, 2011.

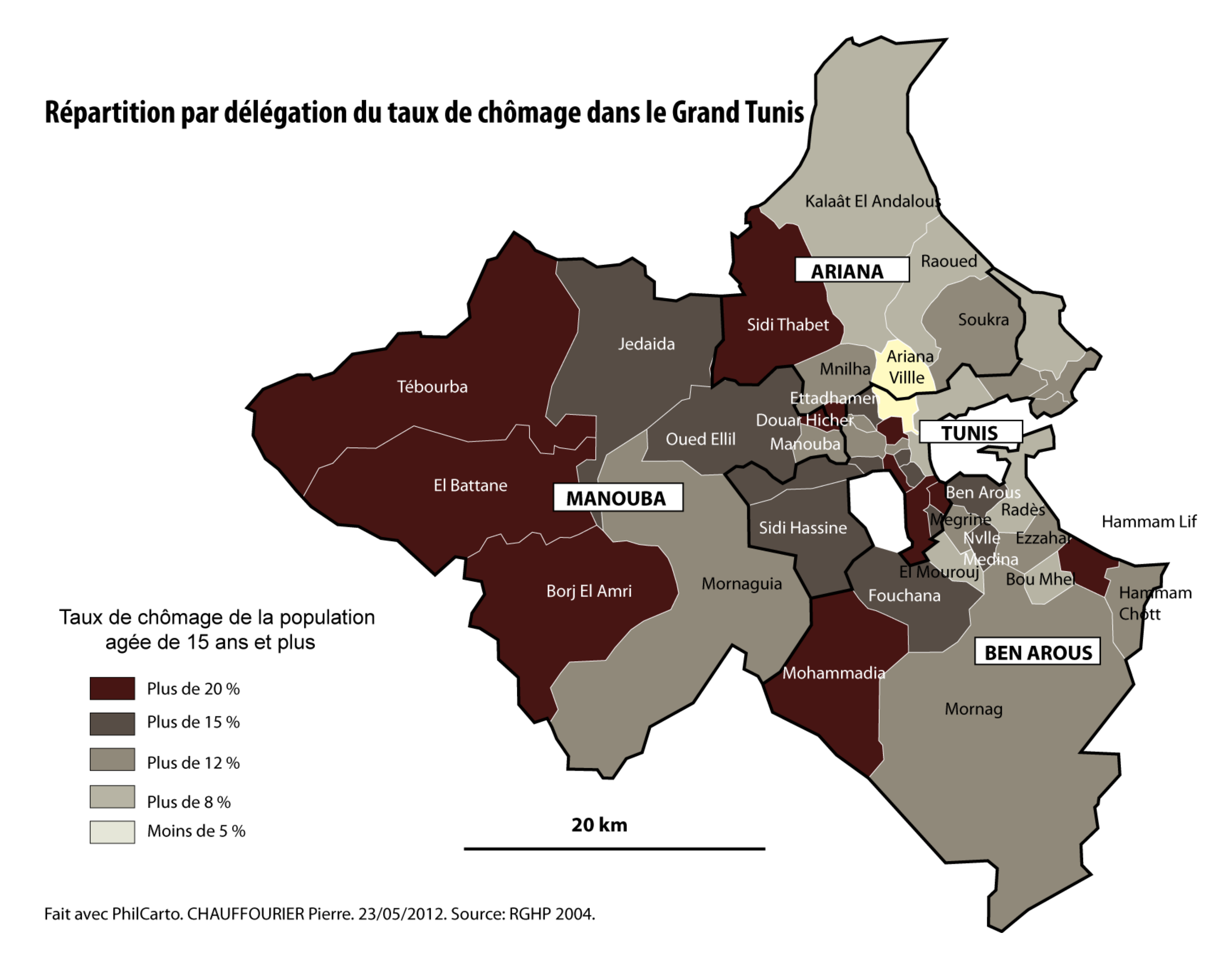


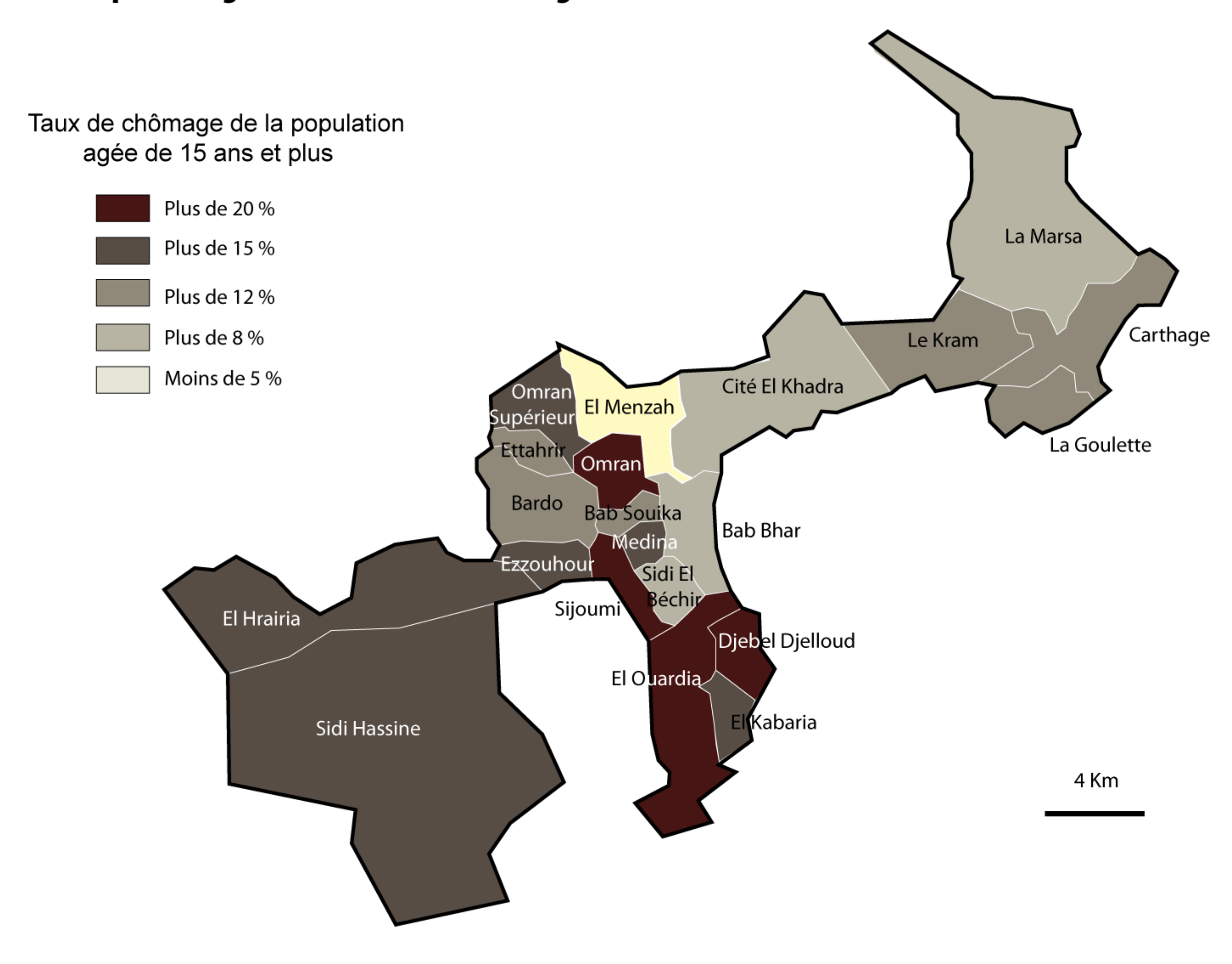
Figure 15 : Cartographie de la répartition par délégation du taux de chômage dans le Grand Tunis.

Ces cartes représentent le taux de chômage par délégation dans le Grand Tunis selon le recensement de 2004. Il n'est pas sûr que ces données soient exactes (elles ont potentiellement été modifiées par le régime de Ben Ali) Cependant si elles ne sont pas exactes elles montrent des tendances qui semblent cohérentes : les zones pauvres ont un taux de chômage plus élevé que les zones riches par exemple.

Sur la figure, nous observons une certaine opposition entre les territoires situés à l'est, sur le littoral ou sur les rives du lac Tunis et les territoires de l'ouest dans l'intérieur des terres.

Nous voyons apparaître deux types d'espaces, les espaces littoraux et centraux moins touchés par le chômage que la zone des espaces intérieurs. Les 3 grandes délégations à l'ouest sont fortement touchées par le chômage. Nous sommes là dans des délégations non intégrées au processus de métropolisation, une zone péri-urbaine encore à forte dominance rurale. Nous voyons apparaître une « petite ceinture industrielle », qui part de El Mnilah jusqu'à Ben Arous, frappée par le chômage (plus de 15%)

Répartition par délégation du taux de chômage dans le Gouvernorat de Tunis



Fait avec PhilCarto. CHAUFFOURIER Pierre. 23/05/2012. Source: RGHP 2004.

Figure 16 : Cartographie de la répartition par délégation du taux de chômage dans le gouvernorat de Tunis.

Sur cette carte du chômage du gouvernorat de Tunis nous observons des zone Ouest et Sud fortement touchées par le chômage, et une banlieue nord relativement épargnée.

L'hypercentre situé dans la délégation Bab Bhar possède un taux de chômage relativement faible par rapport aux autres zones (10.9% de chômage, la moyenne nationale s'élève à 15%)

C'est la délégation d'El Menzah qui possède le taux de chômage le plus faible du gouvernorat avec moins de 5%. La délégation d'El Menzah concentre l'habitat des classes les plus aisées.

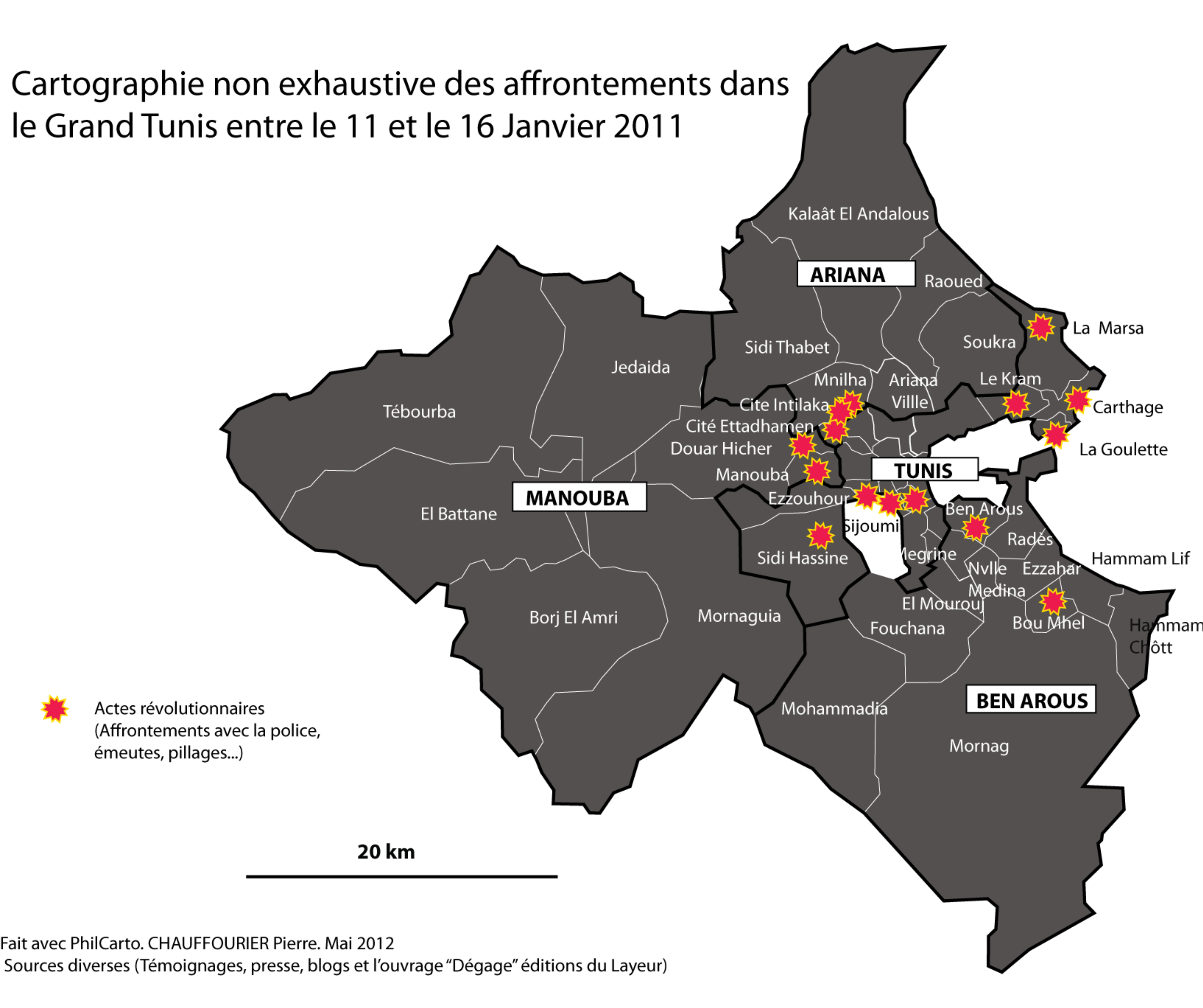


Figure 17 : Cartographie non exhaustive des affrontements dans le Grand Tunis entre le 11 et le 16 janvier 2011.

Sur cette carte je n'ai représenté que les actes révolutionnaires « violents », les émeutes, les affrontements avec la police… Mes données sont issues de sources diverses : des témoignages, des articles de presses, des articles de blogs et des ouvrages traitant de la révolution tunisienne. Cette carte est une carte non exhaustive car je ne pense pas avoir réussi à répertorier tous les actes révolutionnaires qui ont secoué le Grand Tunis en décembre 2010 et janvier 2011.

La Cité Ettadhamen est le lieu qui introduit la révolution sous ces formes les plus violentes sur le territoire du Grand Tunis. « Véritable baromètre des tensions sociales, la Cité Ettadhamen avait, entre le 12 et le 13 janvier 2011, lancé l'insurrection qui allait embraser les quartiers populaires, à la périphérie de Tunis, avant d'atteindre le cœur de la capitale pour aboutir à la première révolution du Printemps arabe »[1]. C'est donc par ces actions dans ces territoires que le rapport de force entre population et gouvernement a commencé à Tunis. Je n'ai pas pris en compte les manifestations à caractère politique qui ont eu lieu dans l'hypercentre tunisois.

La carte des affrontements entre le 11 et le 16 janvier dans le Grand Tunis montre que c'est dans la première couronne périphérique de Tunis qu'a eu lieu le plus de heurts. Les délégations les plus périphériques, au taux de chômage les plus forts (Tébourba, El Battane, Borj El Amri, Mohammadia) ne se sont pas embrasées comme la première couronne. Mon interprétation est que, ces délégations sont à dominantes rurales, avec une faible densité de population. A contrario les délégations de la « petite couronne » tunisoise sont des délégations à forte densité de population, à dominante ouvrière et avec un taux de chômage relativement élevé. Selon une carte d'Habib Dlala (figure 18), les heurts les plus violents (Cité Ettadhamen, Douar Hicher, Sidi Hassine…) se superposent avec sa cartographie de l'habitat anarchique informel.

[1]Tunisie : Ettadhamen, un quartier populaire à bout de patience. Jeuneafrique.com

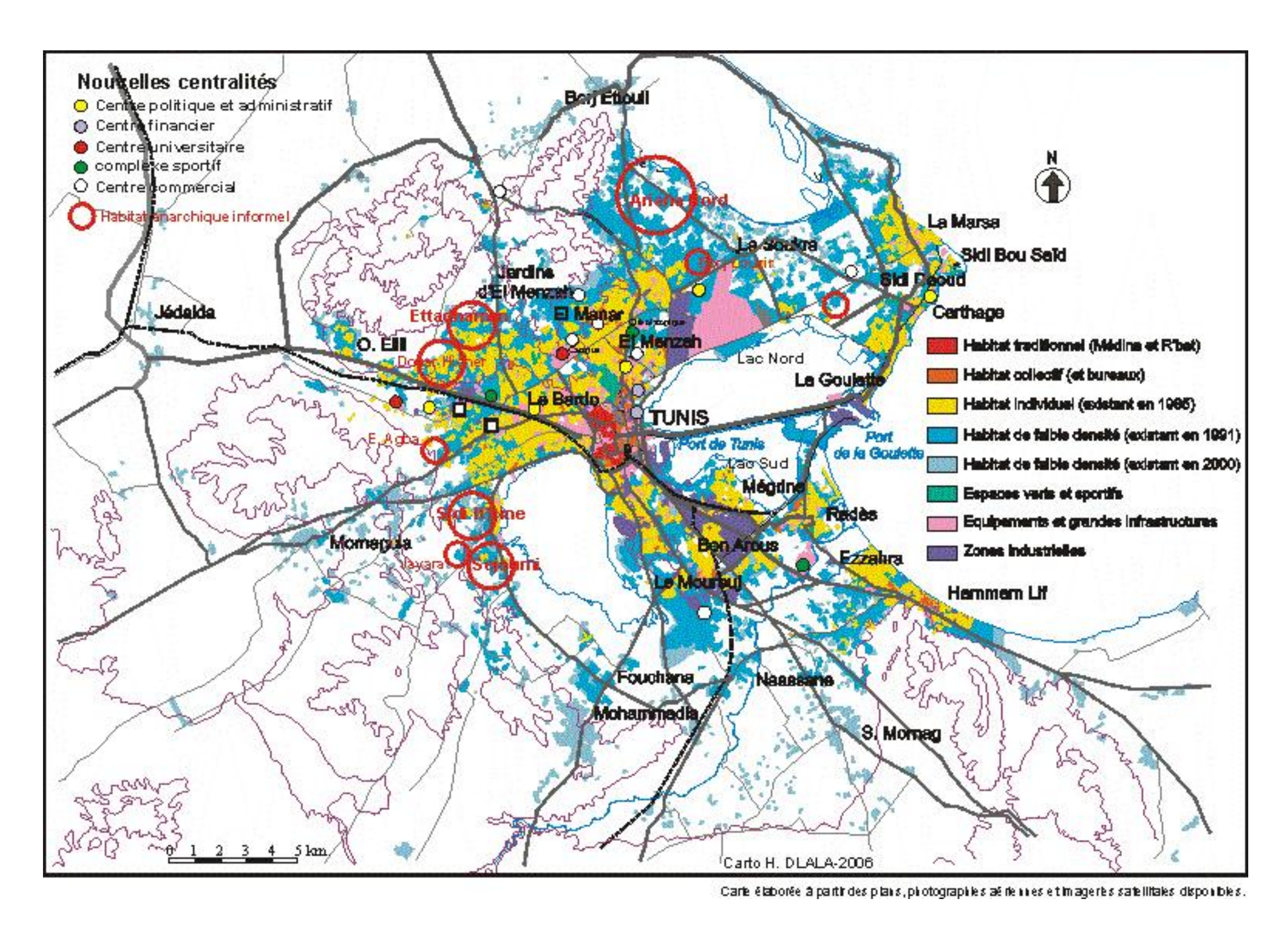


Figure 18 : Type du bâti dans le Grand Tunis, par Habib Dlala

Nous pouvons déjà avancer que la révolution à Tunis a d'abord été une révolution urbaine, « les campagnes qui pourtant sont partout très pauvres paraissent moins impliqués »[1]. Les délégations périphériques de Sidi Thabet jusqu'à Mornag représentent la ceinture verte de Tunis, la faible densité de population peut aussi s'expliquer par le fait que cette zone soit inondable. Les régions périphériques rurales n'ont pas été le décor d'affrontement, de manifestation ou d'émeutes, les populations de ces délégations, si elles ont participé à la révolution, sont montées à Tunis. « Souad et Loubna [2 femmes de la

[1] Eric Verdeil, « Villes arabes en révolution quelques observations. », 2011

délégation de Tébourba] nous racontent de quelle manière elles sont "montées" à Tunis pour manifester »[1].

Deuxième observation, la contestation s'est diffusée sur l'espace périphérique de la première couronne de Tunis. « Les attributs de la centralité: continuité et densité, font défaut à la périphérie. Elle [la périphérie] se définit par la discontinuité, la fragmentation et l'exclusion et, dans les médias, symbolise à elle seule, la société en crise.[2] »

Cette « petite couronne » tunisoise est caractérisée par un taux de chômage relativement élevé, une densité de population forte, un sous-équipement, un manque d'infrastructure, et un profil socio-économique à dominante ouvrière.

En effet à Ettadhamen 23% de la population active de plus de 15 ans travaille dans le secteur de l'industrie manufacturière alors que la moyenne du gouvernorat de l'Arianna est de 18.8%. A Douar Hicher c'est 28.6% de la population active de plus de 15 ans qui travaille dans le secteur de l'industrie manufacturière alors que la moyenne du gouvernorat de la Manouba est de 21.8%.

Dans le gouvernorat de Ben Arous où la moyenne est de 25.6%, la délégation de ben Arous atteint 31% de la population active de plus de 15 ans travaillant dans le secteur de l'industrie manufacturière et dans la délégation de Bhou Mhel El Bassatine on atteint les 26 %.

Dans le gouvernorat de Tunis ou la moyenne est de 16% la délégation de Sidi Hassine atteint 25% et à Sijoumi 20%.

Source : RGHP, 2004 consulté sur le site de l'Institut National de Statistique en mai 2012, www.ins.nat.tu

Il semble donc qu'il y ait une corrélation entre le profil des délégations et les mouvements de contestation. Les actes révolutionnaires spontanés (apolitiques au départ) des périphéries semblent suivre l'organisation spatiale capitaliste. Les marges urbaines et les banlieues industrielles sont les premières à se soulever. Un soulèvement violent (émeutes, affrontement avec la police, pillages…) qui sera relayé via Facebook par des vidéos et des témoignages. Ces vidéos mettant en scène des jeunes affrontant la police vont alors

[1] Claire Malen, « La révolution à Tebourba », juillet 2011

[2]Nathalie Candon, La composition urbaine, 1996

mobiliser les populations des quartiers plus aisés dans des manifestations moins violentes et à forte teneur politique dans le centre de Tunis.

La propagation de la révolution commence donc par ce qu'appelle Habib Dlala les « zones de solidarité métropolitaine » (banlieues et marges périurbaines) pour finalement atteindre la « zone métropolitaine centrale » (centre-ville compact et habitat aggloméré).

« Aux confins de la ville de Tunis, se situe un quartier populaire baptisé "Essaïda El Manoubia" qui forme, avec d'autres faubourgs, une ceinture périphérique qui illustre parfaitement les disparités sociales criantes qui existent en Tunisie et la vacuité du discours sur « le développement juste et équilibré». »[1]. C'est dans cette ceinture périphérique que la révolution s'est jouée : « Les émeutes du quartier de Ettadhamen, grand quartier populaire non-réglementaire du nord-ouest de Tunis, ont marqué un tournant avant la cristallisation et la convergence des différents mouvements dans le centre de Tunis. »[2]

Le système économique capitaliste organise l'espace selon des schémas centre-périphérie où le dynamisme économique se diffuse des centres vers les marges. La logique spatiale de la révolution nous montre quant à elle un cheminement inverse, la contestation s'est propagée des territoires périphériques vers les territoires centraux.

J'émets alors l'hypothèse que la révolution tunisienne s'est déclenchée à cause des logiques spatiales du capitalisme et qu'elle en a suivi les formes.

Il reste à savoir que si la révolution semble suivre la spatialité du capitalisme, est ce que la contestation se dirige contre ces formes spatiales ?

---

[1] Omar Bourdebala, « Le quartier Essaida entre l'espoir et l'appréhension, www.latunisievote.org, 2011.

[2]Eric Verdeil, « Villes arabes en révolution quelques observations. », 2011

Chapitre 6 : Superposition et opposition des formes spatiales de la révolution avec celle du capitalisme : Un conflit inévitable

La vague de contestation débutée le 17 décembre à pris énormément d'ampleur lors des appels à la grève générale de l'UGTT. Celle de Sfax le 12 janvier fut une réelle réussite et celle du 14 janvier organisée à Tunis a vu la fuite du dictateur. La grève générale est un outil de mobilisation en effet si elle permet de libérer les travailleurs le temps d'une journée afin qu'il puisse s'organiser, débattre, s'informer et revendiquer. Mais la grève générale c'est aussi l'arrêt total de la production, c'est en cela que cette forme de mobilisation se heurte au système capitaliste. Les flux commerciaux sont stoppés, le capital ne peut plus circuler : le système est bloqué. Il est à noter que la première conséquence économique de la révolution est l'abaissement de la note de la Tunisie d'un cran par l'agence de notation financière Moody's au lendemain de la fuite à l'étranger de l'ex-président Ben Ali[1].

Après la révolution de nombreuses grèves et manifestations d'ordre social ou environnemental ont eu lieu, à tel point que des entreprises comme l'équipementier aéronautique français Latécoère sont en train de délocaliser leurs entreprises de la Tunisie[2]. Certains groupes comme le groupe automobile Léoni, ou encore le groupe japonais Yazaki vont jusqu'à fermer définitivement leur usines à cause des « sit-in anarchiques » ou des « grèves irrégulières ».[3]

Le néolibéralisme qui se veut un système économique lié à la démocratie préfère délocaliser dans des pays où l'activité syndicale est moins forte, ou la main d'œuvre est plus « docile », que de rester dans un pays qui est en train d'accéder à sa liberté. Cela illustre bien la tension entre la révolution tunisienne et le système capitaliste.

Pendant la période révolutionnaire en Tunisie on a pu observer l'investissement des espaces vitrines par la population, non plus pour consommer mais pour protester. Après la chute de Ben Ali il y a eu de nombreux sit-in à Tunis, chaque corps de métier voulant faire entendre ces revendications. Ce mode d'occupation de l'espace public bloque les flux et les

---

[1] La révolution déstabilise l'économie tunisienne, 20 janvier 2011, JeuneAfrique.com

[2] http://www.espacemanager.com/infos-societes/latecoere-pourrait-delocaliser-de-la-tunisie-vers-le-mexique.html

[3] http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/02/10/en-tunisie-une-grande-usine-ferme-en-raison-de-sit-in-anarchiques_1641943_3212.html

mobilités, lors d'un sit-in on reste immobile ce qui va à l'encontre des logiques spatiales capitalistes caractérisées par la mobilité.

Alors que la logique spatiale capitaliste impose un schéma centre périphérie où le centre prend les décisions et donne des ordres, lors de la révolution cette logique s'inverse et c'est la périphérie qui impose son pouvoir au centre.

Lors des émeutes et manifestations violentes à Tunis, des centres commerciaux et des hypermarchés ont été attaqués. Un magasin « Géant » a même été complètement détruit par les flammes. Les supermarchés Monoprix, Carrefour, Bricorama etc… ont été pris pour cible avant tout car ces enseignes appartenaient aux membres du clan Ben Ali. D'après le quotidien Le Temps, « 43 agences bancaires ont été détruites, 66 espaces commerciaux saccagés, 11 établissements industriels rasés ».

La frontière est floue sur ces violences faites aux symboles du capitalisme (banques, centres commerciaux…) entre vindicte populaire portant sur les intérêts du clan ben Ali-Trablesi, opportunisme dû à une période d'instabilité, et remise en cause du capitalisme ou tout du moins de son pendant néo colonial (Monoprix, Carrefour, Géant, UBPCI, Société Générale sont des filiales française…). Il n'empêche la violence révolutionnaire d'abord dirigée contre les bâtiments, lieux, et géosymboles du pouvoir autocratique, s'est également orientée vers les banques et les enseignes de la grande distribution, symbole de l'économie capitaliste.

CONCLUSION

La ville est l'incarnation spatiale des systèmes politiques, idéologiques et économiques, elle donne corps à ces concepts abstraits. L'organisation et la structure du territoire, l'architecture, l'aménagement, la morphologie urbaine sont autant d'éléments qui permettent l'analyse de cet espace urbain. L'espace urbain est le décor mais est aussi un acteur de la révolution tunisienne, la ville est un enjeu politique. C'est à l'intérieur de cet espace que se manifestent trois phénomènes : la révolution, la dictature et le capitalisme. C'est afin d'analyser la révolution par le prisme de l'urbain que l'étude des formes spatiales de ces trois phénomènes me semblait pertinent. En effet je pars du postulat que la révolution est avant tout une révolte sociale et populaire des populations opprimées par un système politique autoritaire mais aussi par un système économique capitaliste.

La dictature de Ben Ali avait à cœur de marquer la domination politique dans l'espace public afin de mieux le contrôler, elle se caractérisait également par la collusion entre ce système politique autoritaire et le système économique capitaliste. Il y a une relation d'interdépendance entre la dictature et le capitalisme, celle-ci s'enrichissait grâce au système libéral et en échange offrait sa protection au capital par la répression économique et physique.

Lors de la révolution, le processus de réappropriation de l'espace public par le peuple a été primordial. Les Tunisiens révoltés ont gagné la bataille pour l'espace public, c'est alors que Ben Ali à fui. Cependant s'il est clair que la révolution s'est d'abord dirigée vers les symboles du pouvoir dictatorial en tant que tel (commissariats, locaux du RCD…), les symboles du capitalisme ont également été pris pour cible et critiqués.

Les formes spatiales de la révolution se superposent donc avec celle du capitalisme, le lien est là mais caché derrière la superposition des formes spatiales de la dictature et du capitalisme. Etant donné que ces formes étaient inextricablement liées la frontière est floue entre contestation du régime dictatorial et contestation du système économique capitaliste.

Néanmoins le lien entre organisation capitaliste du territoire et révolution tunisienne est flagrant, les formes de l'expression spatiale de la révolution et la cartographie des inégalités entre territoires se superposent. La révolution remet ainsi en cause le « miracle économique » tunisien qui n'est rien d'autre « qu'une économie tournée vers l'exportation,

dominée par les capitaux français où un tiers des jeunes sont au chômage »[1]. C'est par une analyse de l'espace urbain tunisois et du processus spatial de la révolution à l'échelle nationale que le lien entre révolution et capitalisme est mis en exergue.

La remise en cause du système capitaliste, bien qu'elle transparaisse dans les revendications révolutionnaires et dans l'expression spatiale de la révolution, n'a pourtant pas été le catalyseur de la contestation. La lutte sociale contre le système capitaliste reste cachée derrière la lutte contre la dictature.

L'intérêt de ce travail, bien qu'il n'élabore pas de règles spatiales, est qu'il propose une méthode d'analyse par l'espace applicable à toutes les métropoles du monde. Bien que chaque ville reste l'accumulation de son histoire, et reste donc unique, les villes sont liées par le processus de métropolisation. L'analyse politico-économique par l'espace permet ainsi une autre dimension dans l'étude des mouvements sociaux et des tensions sociales. Cette analyse permet de mettre en lumière des liens ou des corrélations, mais ne peut prétendre à l'établissement de règles spatiales ou à l'élaboration de processus spatiaux.

Epilogue

La révolution a pris comme ennemi le symbole de l'autorité en la personne de Ben Ali et de la corruption en la présence du clan présidentiel Ben Ali Trabelsi mais n'a pas pris à parti directement le système économique capitaliste. Le clan Trabelsi a été rendu responsable de tous les maux de la Tunisie, leurs pratiques mafieuses pesaient sur toute la population tunisienne. Cependant la chute des Trabelsi ne met pas fin au système d'injustice, d'exploitation et d'accaparement des richesses, on assiste juste à un renouvellement des élites.

Aujourd'hui la dictature est tombée, mais jamais le modèle économique capitaliste n'a été critiqué au contraire aujourd'hui tout est fait pour re-séduire et rassurer les investisseurs, la « dette odieuse »[2] contractée par Ben Ali est toujours payée par le peuple tunisien, le directeur de la banque centrale de Tunisie, chantre du libéralisme, n'a pas été élu mais nommé, des entreprises ont délocalisé car la révolution a mis en position de force les

---

[1] Extrait de l'article « La révolte confrontée à un pouvoir qui louvoie mais ne disparaît pas », in *Lutte de classe*, mars 2011.

[2] Selon la définition proposée par le Centre for International Sustainable Developpement Law de l'Université McGill au Canada. « Les dettes odieuses sont celles qui ont été contractées contre les interêts de la population d'un Etat, sans son consentement et en tout connaissance de cause par les créanciers. »

syndicats. Aujourd'hui la « vie est plus dure que sous Ben Ali », j'ai même entendu des « finalement c'était mieux sous Ben Ali », le prix de la vie à augmenter, le chômage a progressé et l'assemblée constituante n'a toujours pas réviser la constitution.

Peut-on alors parler de révolution ? Il s'agit bien dans le cas tunisien d'une révolte sociale et populaire qui s'est dirigée vers le symbole de l'oppression en la personne de Ben Ali. Mais si le dictateur a été chassé, si la dictature a été plus ou moins démantelée, le RCD dissous, qu'en est-il de l'oligarchie économique ? Les grands groupes comme le groupe Mabrouk sont toujours en place, avec les mêmes dirigeants. Ce sont toujours les mêmes qui détiennent le pouvoir économique. Il y a eu renouvellement des élites politiques, mais Ehnada « a repris les mêmes pratiques [que le RCD], il y a des ministres qui sont de la famille de Ghannouchi (leader d'Ehnada) ».

Finalement les problématiques de la révolution qui portaient sur l'emploi sont toujours sans réponse. Les médias et les politiques préfèrent cristalliser l'attention sur la menace salafiste ainsi que sur des thématiques comme la laïcité et l'identité nationale au lieu d'aborder les questions de l'emploi, de la vie chère, du développement régional ou encore de la « dette odieuse » de Ben Ali.

La rédaction de ce mémoire était l'occasion de rappeler que le slogan de la révolution tunisienne était « TRAVAIL, LIBERTE, DIGNITE » et pas seulement « DEGAGE ». Je voudrais démontrer que l'on est bien dans le cas d'une révolte sociale à contrecourant du « main stream » occidental qui cette révolution comme celle d'une classe moyenne avide de liberté et de modernisme. Ce sont les populations pauvres, délaissées et marginalisées qui se sont révoltées et qui ont permis la chute du régime Ben Ali. C'est la révolte des « nouzouh » et non celles des « beldis »[1]

Si l'objectif final de la révolution est de supprimer les inégalités, de redonner du travail et de la dignité aux populations les plus pauvres, alors les forces révolutionnaires ne doivent pas se tromper d'ennemi ni se laisser tromper par l'ennemi. Je souhaite bon courage aux Tunisiens engagés dans la voie de la démocratie, et dans celle de l'éradication de la misère et de l'exploitation.

---

[1] * En dialecte tunisien, le terme « Nouzouh », qui a une connotation parfois péjorative, désigne les populations des régions rurales de l'intérieur du pays par opposition aux « Beldis » (les élites citadines).

BIBLIOGRAPHIE

ALLAL, A. 2011. « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier ! ” Germes d’un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis, *Politique Africaine*

ALLAL, A. 2011. Tunisie la révolte des marges et des marginalisée en Tunisie. Consulté le 19-06-2012. URL : http://thalasolidaire.over-blog.com/article-des-marges-et-des-marginalises-en-tunisie-partie-i-11-04-2011-71453612.html

ALLENDE, A. 2010. Chroniques de la Révolution Tunisienne. Consulté le 19-06-2012. URL : http://www.lcrlagauche.be/cm/index.php?view=article&id=1933&option=com_content&Itemid=53

AMMAR, L. 2008. L’espace public comme enjeu du projet urbain. Consulté le 19-06-2012. URL : http://pfearchitecture.blogspot.fr/2010/01/lespace-public-comme-enjeu-du-projet.html

BARTHEL, PA. 2007. Urbanités complexes : la fabrique des lieux « publics » aux Berges du Lac de Tunis, *Espaces et sociétés*.

BELHEDI, A. 1995. L’aménagement du territoire entre le discours et la pratique, *Revue Tunisienne de Géographie*

BEN HAMIDA, A. 2011. Chronique d’une révolution, éditions du sud

BEN LETAIEF, M. 2008. Les politiques urbaines en Tunisie, *Métropoles* [En ligne]

BEN MHENNI, L. 2012. Tunisian Girl, Indigènes.

BONNEMAISON, J. 1991. Voyage autour du territoire, *L'Espace géographique*.

BOURAOUI, M. 2003. L’agriculture urbaine en Tunisie : espace relictuel ou nouvelle composante territoriale ? Le cas du Grand Tunis, *Revue de géographie alpine*

BOURDEBALA, O. 2011. Le quartier Essaida entre l’espoir et l’appréhension. Consulté le 19-06-2012. URL : http://www.latunisievote.org/fr/societe/item/183-le-quartier-qessaidaq-entre-la-peur-et-lespoir

BINOUS, J. 2011. Fonction politique de la toponymie urbaine. *Zone Artistique Temporaire*

CANDON, N. 1996. La composition urbaine. Centre de documentation de l'urbanisme, Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme.

CATTAN, P. et CONCETTA SANGRIGOLI, M. 2011. Naypyidaw ou la dictature par l'urbanisme, *OWNY*

DAKHLI, L. 2004. Une lecture de la révolution tunisienne, *Le Mouvement Social*

DHAHER, N. 2010. L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation, *EchoGéo* [En ligne]

DLALA, H. 2011. L'émergence métropolitaine de Tunis dans le tournant de la mondialisation, *Méditerranée* [En ligne]

DOLLFUS, O. 1997. La mondialisation, Presses de Sciences-Po.

ELSHAHED, M. 2011. Tahrir Square: Social Media, Public Space and Revolution in Egypt, *Places Design Observer*

GAFSI, H. 2011. Appropriation des espaces publics et citoyenneté, Journées portes ouvertes « Jeunes et citoyenneté »

GARNIER, JP. 2005. Un espace indéfendable, *CIDADES*

GUELLATY, M. 2012. Tunis le pouvoir piégé par la toile, Michel de Maule.

HAERINGER, P. 2003. Systèmes autoritaires et refondation urbaine, in La refondation mégapolitaine, IRD

HUEBER, J. et PIATON, C. 2011. Tunis, Architectures 1860-1960, Elyzad

HIBOU, B. 2005. Économie politique de la répression : le cas de la Tunisie, *Raisons politiques*

LEFEBVRE, H. 1974, La production de l'espace, Anthropos.

LOJKINE, J. 1977. Le marxisme, l'État et la question urbaine. Paris, Presses Universitaires de France

MAATALLAH, GA. 2011. Microformes et révolution : faire et écrire l'Histoire autrement, Centro de Estudis Humanisticos Universidade do Minho.

MALLEN, C. 2011. La révolution à Tebourba. Consulté le 19-06-2012. URL : http://deuxsemainesentunisie.blogspot.fr/2011/08/la-revolution-tebourba.html

MASSIAH, G. 2005. La transformation urbaine entre mondialisation néolibérale et altermondialisme, *AITEC*

MEDDEB, A. 2011. Printemps de Tunis : La métamorphose de l'Histoire, A. Meddeb, Albin Michel.

METRAL, A. 2003. Forces centrifuges et forces centripètes autour de la métropole tunisoise. Les entrepreneurs locaux, acteurs de la localisation industrielle, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine.*

MIOSSESC, JM. 2009. Tunisie, métropolisation, mondialisation : efficience renforcée de l'axe oriental, *Outre-Terre*

NAJAR, S. 2012. Mouvements sociaux en ligne face aux mutations sociopolitiques, *La lettre de l'IRMC.*

NICOLAÏ, A. 1956. Approche structurelle et effet de domination. Une application : la Tunisie, *Revue économique*

PIGENET, M. et TARTAKOWSKY, D. 2003. Les territoires des mouvements sociaux, *Le Mouvement Social*

PINCENT, G. 2010. La réhabilitation des quartiers précoloniaux dans les villes d'Asie centrale, L'Harmattan.

PIOT, O. 2011, La révolution tunisienne : dix jours qui ébranlèrent le monde arabe, Les petits matins.

SIGNOLES, P. 1978. Les effets géographiques des investissements industriels étrangers en Tunisie. Etudes méditerranéennes

TARTAKOWSKY, D. 2006. Quand la rue fait l'histoire, *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques.*

VERDEIL, E. 2010. « Les services urbains en réseau dans les pays arabes : diversité des réformes libérales et de leurs effets territoriaux, *Géocarrefour* [En ligne]

VERDEIL, E. Villes arabes en révolution quelques observations, *Métropolitiques*

Les cahiers de l'EMMAM (Etudes sur le Monde Arabe et la Méditerranée), 2009. Urbanité et citadinité dans les grandes villes du Maghreb.

AUCAME. 2008. Analyse de la morphologie urbaine. Agence d'études d'urbanisme de Caen-métropole (AUCAME)

Ouvrage collectif. 2011. *Dégage*. La révolution tunisienne, Editions du Layeur, éditions tunisiennes Alif.

Mon travail se nourrit également de médias comme Jeunes Afriques, Courrier International, Monde Diplomatique, La Presse, Le Temps, l'Audace, Tunis Hebdo, Radio Tunisienne Chaînes Internationale, de blogs comme ceux de El Kasbah, Tunisian Girl, Mouna Allani Ben Halima, le torchon de zizirider et du site nawaat.org

Annexes

1/ Grille d'entretien

Population :

Jeunes, politisé(e) s, tunisois(es), présent(e)s pendant la révolution,

Hypothèses et objectifs :

-Distension entre espace conçu et espace perçu.

-Avant/ Après : Quels espaces de libertés ? Est-ce que les lieux de sociabilité était avant plus dans le domaine privé (domicile) et maintenant plus dans l'espace publique ? Est-ce que maintenant c'est plus dans des lieux de consommation ?

-Démocratisation de l'espace public.

-Articulation entre les différents espaces.

-FB comme remède à la fracture régionale ?

- ZABA et le Palais de Carthage -> Eloigné pour éviter risque d'occupation ? En hauteur ? Symbolique du passé ?

Entretien individuel semi directif.

1- Présentation brève (prénom, âge, activité, domicile)

2- Raconte-moi comment tu as vécu la révolution, ou était tu entre le 9 et le 16 janvier 2011 ?

3- Pendant et après les évènements quels étaient les endroits de débats, de préparation (banderoles, préparation de chant/slogans), de réunions ? Et avant la révolution quels étaient les lieux ou la contestation pouvait s'exprimer ?

4- Un an après, qu'est ce qui a changé dans ton quotidien, dans ta pratique de la ville ?
   - ➔ Dans les déplacements, plus de mobilités ? Nouvelles mobilités ? Ou retrouves-tu tes amis ? Quels sont tes lieux de loisirs ? Ont-ils changés depuis la révolution ? Yen a-t-il de nouveau ?

5- Comment, avec tes proches, appelais-tu la place du 7 novembre, le Ministère de l'Intérieur, le siège du RCD, le Palais de Ben Ali ?
   - ➔ J'ai pu lire que le mobilier urbain (banc, fontaine…) était de couleur mauve sous le pouvoir de Ben Ali, pourrais-tu me donner quelque exemple ?
   - ➔ Toujours concernant le mobilier urbain, j'ai pu voir par exemple à Sousse qu'il y avait une sculpture représentant un 7 aurait – tu d'autres exemple de l'utilisation du 7 dans l'espace publique ?
   - ➔ Les portraits de Ben Ali, quel taille quelle fréquence quel impact ? Par quoi ont-ils été remplacés ?

6- As-tu FB/twitter ? A quoi FB/twitter t'as servi pendant la Révolution (relais de l'information, espace de débat d'idée, concertation)? Ton cercle d'amis s'est t-il agrandi ? Est tu devenu amis avec des tunisiens de l'intérieur pendant cet période ? Pour toi quel à été l'impact de FB pendant cette révolution ?

7- Mosquée et Révolution, pour toi les mosquées ont-elles jouées un rôle dans la révolution (cf.exemple de l'Egypte)

8- Quels sont pour toi les bâtiments ou les lieux qui représente le plus Tunis

9- Quels sont pour toi les bâtiments ou les lieux qui sont symbole de la révolution.

10- Les sit-in de la kasbah et de la coupole, quels messages portait ses sit-in, ton avis sur la question ?

Grille d'entretien avec Henda Gafsi, présidente de l'ATU

1- Pouvez-vous me présenter brièvement votre association, depuis quand existe elle et pourquoi? Quels sont ces objectifs ? Quels est son impact sur les projets futurs au niveau de l'urbanisme tunisois ? Cette association à elle un écho au niveau décisionnel ?

2- Quels sont les acteurs de l'urbanisme à Tunis ? Avant et après Ben Ali. Les promoteurs immobiliers sont-ils toujours les mêmes ? Liés au clan Ben Ali - Trabelsi ?

3- Urbanisme sous ben Ali, quelles priorités dans les projets urbanistiques, pour quelle volonté politique ?

4- Urbanisme post ben Ali, quels objectifs ? Quelles directions ?

5- Pour moi l'urbanisme des dernières années du régime de Ben Ali rentrait dans le schéma néolibéral de métropolisation : valorisation d'espaces vitrines, inégalités d'investissement (mégaprojet « cité du siècle » en opposition à une marginalisation des populations les plus pauvres), «volonté de dépopulariser l'hypercentre et en faire un pôle commercial tertiaire avec du résidentiel de haut standing. Partagez-vous mon avis ?

6- Est-ce que la révolution à changer la pratique de l'espace publique, nouvelles mobilités, nouvelles occupations, nouvelles utilisation ? Plus de gens dans la rue ? De nouveaux comportements urbains ?

7- Dans mes lectures j'ai pu voir que le mobilier urbain (banc, corbeille, arret de bus ?) était de couleur mauve, la couleur de Ben Ali. Pouvez-vous me confirmer cela et me donner des exemples ?

8- Comment en quelque mot pourriez-vous me définir la dictature de Ben Ali. Comment cette dictature s'incarnait elle dans l'espace publique, et plus globalement dans la morphologie urbaine. (Bâtiments centraux, bâtiments les plus hauts, les plus protégés…)

9- Quels sont les lieux de concentration de la contestation ? Lieux symboles du pouvoir (lesquels?), lieux symboles de la corruption ben ali trabelsi (lesquels ?)

Dans le PDF que vous nous avez envoyé :

10- Concernant le fait d'inscrire dans le paysage urbain tunisois la mémoire des martyr qu'en est-il 1 an après ? Et concernant un musée de la révolution, qu'en est-il ?

11- Penser vous que la révolution à amener à une démocratisation (appropriation, participation, « agora », fréquentation par tous les citoyens qu'importe leur classe sociales ?) de l'espace publique ?

12- Toujours dans ce document vous parler de valoriser l'espace publique via des plan d'aménagement des centre-ville, des projets d'urbanisme pour les espaces publiques, et de renforcer et enrichir les identités reconnues et recherchées.

->Pouvez-vous m'en dire plus, concrètement, quels aménagements, quels projets et quelles identités ?

13- Dans votre PDF vous parlez de confiscation de terrain publique par le clan trabelsi-ben ali. Est-ce que il y avait une volonté de supprimer/réduire/ circonscrire l'espace publique.(cf tahrir) -> Par exemple via la marchandisation et privatisation des espaces publics ? (cf Barthel)

14- Je m'intéresse aussi sur le rôle de l'espace virtuel comme espace publique via les réseaux sociaux (FB, Twitter), pour vous quel a été l'impact de ces réseaux sociaux pendant la révolution ? -> Seulement un rôle de relais de l'information ou alors un espace qui a homogénéiser la contestation et l'espace tunisien ?

15- P.A BARTHEL : marchandisation de l'espace publique, va dans le sens des régimes autoritaires car elle permet la non appropriation de cet espace par la population. Ex : Berges Du LAC. P9 du texte. De plus la surveillance de ces espaces se fait par les entreprises privé c'est donc sans aucun frais pour l'état…

16- Quels sont les lieux symboles de la corruption de la famille ben ali-Trabelsi ?

17- Exemple de terrain publics confisqué par le clan ben ali – trabelsi ?

2/ Tableau des personnes entretenues

NOM	Activité	Contexte
Amani	étudiante	Entretien informel et questionnaire
Amin Belloussaief	urbaniste	Entretien
Ayub	étudiante	Entretien informel et questionnaire
Barham	artiste	Discussion informelle
Emine	salarié dans une entreprise de chirurgie ésthetique	Entretien
Fathi Chamki	Enseignant à la Manouba et président d'ATTAC-RAID Tunisie	Entretien informel
Hamza	étudiant	Entretien informel et questionnaire
Henda Gafsi	Urbaniste, présidente de l'Association Tunisienne des Urbanistes	Entretien
Insaf Brammi	Urbaniste	Entretien
Marwa	étudiante	Entretien informel et questionnaire
Mohammed	chômeur	Discussion informelle
Mejoli Fritti	Urbaniste	Entretien
Nesrine	Etudiante	Entretien informel et questionnaire
Olfa Ben Medien	Enseignante à l'ISTEUB	Entretien
Oussama	Saisonnier	Discussion informelle
Yasser	Chômeur	Discussion informelle
Yassin Turki	Enseignant à l'ISTEUB	Entretien
Ramy	Etudiant, membre de l'association Y-PEER	Entretien